

Subject Files Regarding Political and Security Matters
Reports and Correspondence
C (POL 113 (9) - Luluabourg (b)

07/01/1963 - 16/06/1964

2/3

PLEASE RETAIN
ORIGINAL ORDER

UNARCHIVES

SERIES S-0735

BOX 13

FILE 1

ACC. DAG-13 / 1.6.1.0

DECLASSIFIED

ORGANISATION DES NATIONS
UNIES AU CONGO



UNITED NATIONS ORGANIZATION
IN THE CONGO

BOITE POSTALE 7248
LEOPOLDVILLE
REPUBLIQUE DU CONGO
CABLE: ONUC, LEOPOLDVILLE

CTR/M1114

27 January 1964

To : Mr. F. Liu, Senior Political Advisor

From : N. Boskovic, Senior Consultant
Transport and Communications

.....

Further to our conversation of this morning,
as requested I attach hereto copy of a letter
from B.C.K. in connection with the situation in
Kasai.

cc: Mr. A. C. Gilpin

cc. to Jerkovic
Col Strajfent

le 23 janvier 1964

No. 25/64/AFR

Monsieur le Premier Ministre,

POLITIQUE KANIOKA

J'ai l'honneur de vous transmettre en annexe copie d'une lettre de Monsieur YANS, Administrateur-Directeur Général du Beceka signalant le danger d'une politique "KANIOKA" dans la région Luputa - Lukola.

Je donne copie de la présente à Monsieur ILUNGA, Ministre des Transports et Communications.

Jevous prie de vouloir bien agréer, Monsieur le Premier Ministre, les assurances de ma très haute considération.

Le Représentant du COMITRA

A. DETROUX

A Monsieur ADOULA
Premier Ministre
de la République du Congo
Léopoldville

Elisabethville, le 16 janvier 1964

Nouvelle Compagnie du Chemin de Fer
du Bas-Congo au Katanga

Cher Monsieur Detroux,

Chaque semaine et parfois chaque jour apporte sa moisson d'incidents. Dans la région de Kamina, notre personnel congolais rencontre des difficultés d'importance variable par suite de la reprise en mains de cette région par les autorités d'Albertville, ce qui évidemment a ses répercussions sur l'exploitation. Nous ne savons pas encore comment cela va tourner mais, d'un autre côté, ce qui pourrait bien constituer une nouvelle flambée à brève échéance, est la zone ferroviaire entre Luputa et Lukola au Nord de Mwene-Ditu. Il est bon que diverses autorités en soient avisées et notamment Monsieur le Premier Ministre et Monsieur le Ministre des Transports.

En effet, une commission du Nord de notre réseau nous apprend qu'un certain Monsieur Paul KAZENDE, homme politique Kanioka, a déclaré officiellement qu'à partir du 15 mars, le district autonome (?) KANIOKA serait reconnu par le Gouvernement Central et qu'il englobera le rail de Luputa à Lukola. Un certain Monsieur Bruno BUSAKA serait nommé président à Mwene-Ditu et nous avons été avertis que tout le personnel B.C.K. de race muleba de cette zone devra disparaître sans délai afin d'être remplacé par du personnel KANIOKA. Une liste de ce dernier sera prochainement remise au B.C.K. (?).

Si ces prévisions devaient se réaliser, on risque une catastrophe nationale, car il semble évident que les luttes tribales renaîtraient le long du rail. La question du personnel B.C.K. est elle-même très grave, car c'est à grand peine que nous avons pu trouver du personnel muluba pour cette zone et il n'y a pas beaucoup de kaniokas parmi notre personnel. Il y a de grandes chances, dans ces conditions; que Léopoldville ne verra plus de cuivre pendant une période indéterminée.

Si un district ou territoire ou province (on ne sait plus quel mot choisir!) KANIOKA devait être formé, il devrait débiter à quelques kilomètres au moins du rail, sinon on peut s'attendre à tout, au point de vue transports, et surtout à l'arrêt de la voie nationale ou à des arrêts sporadiques. Il ne faut pas oublier que les balubas du sud Kasai veulent absolument un accès au rail et qu'il y a eu d'affreuses tueries en 1960 entre balubas et kaniokas. Maintenant que le rail est stabilisé, tout changement comporte des risques dont il importe d'informer les autorités.

Je vous envoie, cher Monsieur Detroux, mes sentiments les meilleurs.

(s) YANS

JAN 21 1964

Le 18 Janvier 1964-

A Son Excellence Mr- D'ORSINVILLE
O-N-U
LEOPOLDVILLE

W. J.

Excellence,

Nous avons l'honneur de protester contre l'ingérence de votre Représentant de LULUABOURG qui fait arbitrairement arrêter le chef BINIANGA-Territoire de DIMBELENGE- Vous êtes africain et voulez régler nos matata entre nous et vous priez de licencier Mr- JARKOVIC qui pense seulement d'envoyer l'hélicoptère de l'O-N-U- et les magistrats de l'O-N-U- et prêter les jeeps pour l'A-N-C

Nous refusons l'ingérence inadmissible antidémocratique de ces Européens semblable aux flamands- qui profitent de l'hélicoptère pour voler l'ivoire- les pierres-

Nous espérons votre accord- si non le peuple prendra ses responsabilités- comme il luttent pour l'Indépendance et contre l'A-N-C

le Peuple BINIANGA
De tout le KASAI- DIMBELENGE
ET LULUABOURG

Copies Mr- l'Administrateur de l'O-N-U LULUABOURG-
L'Officier Militaire O-N-U -do-

TRANSLATION FROM FRENCH

Ministry of National Defence
ANC
Quartier General, LEO

17 Jan. 64

*closed Lulu
OK for Tana Com.
OK OIC
18/1/64*

To: FORCE COMMANDER

Subject: Visit of Sec G 3
to South Kasai

Following your request, I confirm hereunder the detailed programme of the visit that the QG ANC wishes to make to the units in operation in SOUTH KASAI. The times are approx:

03 Feb.	LEO-LULUABOURG by Air Congo LULUABOURG-BAKWANGA return to LULUABOURG	Arr. 0845 hrs. 0930 hrs - 17 hrs around 1730 hrs.
04 Feb.	LULUABOURG-BAKWANGA return LULUABOURG	0800 hrs - 17 hrs around 1730 hrs.
05 Feb.	LULUABOURG-KABEYA KAMWANGA KABEYA KAMWANGA-TSHINTSHANKU TSHINTSHANKU-LULUABOURG	0800 hrs - 14 Hrs 1430 hrs - 17 hrs around 1730 hrs.
06 Feb.	LULUABOURG-MWENE-DITU LUBILASH Bridge Return LULUABOURG	0700 hrs - 1330 hrs 1400 hrs - 1600 hrs around 1730 hrs.
07 Feb.	LULUABOURG-GANDAJIKA GANDAJIKA - BAKWANGA return LULUABOURG	0700 hrs - 1330 hrs 1400 hrs - 1700 hrs around 1730 hrs.

On 08 Feb, the QG ANC delegation will return to LEO by AIR CONGO.

The delegation will consist of: Asst-Chief EM QG ANC, the G3 QG ANC, 2 Belgian officers (technicians), then at LULUABOURG and Officer of QG Ops of BAKWANGA, which will make 5 persons in all.

Accommodation being impossible, save eventually at BAKWANGA but then only with great difficulty, the delegation would prefer to return daily to LULUABOURG. This was also the opinion of Capt von Bayern of QG ONUC.

Your agreement to my above proposal would be very much appreciated, so as to enable me to issue orders to QG Ops Bakwanga asp.

for the Commander-in-Chief
(signed) Major Jacques PUATI

cc/ OIC ✓
COS
Air Comdr
ANC/LO

OIC - PHS

NOUVELLE DU CONGO.-

TA/ARM.-10

11H30'

11/1/64.-

Le Chef de l'Etat, M. Joseph Kasavubu, a ouvert hier à Luluabourg les travaux de la Commission Constitutionnelle en présence de nombreuses personnalités tant du Gouvernement Central que du Gouvernement Provincial.

Nos auditeurs pourront entendre au cours de nos prochaines émissions, les échos sonores de cette cérémonie.-

copie des (2) pages
✓

Lulubourg, le 30 décembre 1963.



N° ADPC/OI5/63.

TRANSMIS COPIE POUR INFORMATION A MM.:

- le Ministre de l'Intérieur du Gouvernement Central à LEOPOLDVILLE/KALINA
- le Secrétaire Général des Nations Unies à NEW-YORK
- le Chargé de la Mission des Nations Unies au Congo, B.P. 7248 LEOPOLDVILLE
- le Chargé de la Mission des Nations Unies à LULUBOURG.

Objet :
Demande d'affiliation à la
C.I.S.L., d'une aide et d'intervention.-

Confédération Internationale des
Syndicats Libres
37-47, rue Montagne aux Herbes Potagères
BRUXELLES I.

Chers Camarades,

En tant que Travailleurs sinistrés nationaux de l'Indépendance, nous avons l'honneur de solliciter auprès de votre bienveillante fraternité, une admission de "l'Association des Détenus Politiques au Congo", à Lulubourg, au sein de la C.I.S.L.-

Cette Association groupe tous les Travailleurs qui ont été arrêtés pour cause politique dans la République du Congo Léopoldville, le lendemain de l'Indépendance de ce pays.-

Depuis la date des arrestations arbitrairement appliquées jusqu'à ce jour, tous les travailleurs frappés par cette mesure et dénommés : "Ex-Détenus Politiques" semblons n'avoir plus aucun droit à la vie, tant sociale, économique, politique et même à la dignité humaine que démocratique.- Dans ce pays, nous vivons oubliés par toute autorité tant du Gouvernement Congolais que de l'Organisation des Nations Unies cantonnée dans la République; plus grave encore, nous y vivons dans l'insécurité morale, matérielle et physique, malgré notre dossier ouvert par chacune des autorités citées supra dont nous ne manquons toutefois pas de leur rappeler l'opportunité.-

Chers Camarades, ce monde étant de plus en plus "Un", les hommes aussi ont de plus en plus de raisons de se rencontrer pour mettre en commun leurs problèmes de la vie, malgré les distances qui les séparent; ce rapprochement constitue un phénomène de socialisation du monde actuel; cette caractéristique sociale nous invite au ralliement à la C.I.S.L. et vous informons que la 4^e Déclaration Universelle des Droits de l'Homme n'est pas appliquée au Congo; par suite de sa non observance, la mortalité bat son plein dans nos familles, et la vie nous est impossible, car nous manquons absolument tout ce qui conditionne l'existence de tout être humain, prévu par l'article 25 de Droits de l'homme.- Il va sans dire que notre cause est défendue intégralement par l'article 17 & 2 des Droits de l'homme.-"

Allant de ces principes, nous vous prions de bien vouloir nous permettre l'agrégation de notre demande sous rubrique dans son ensemble.-

En devenant membre de la C.I.S.L. nous sommes convaincus que nous nous redresserons moralement, matériellement et physiquement, et notre cause sera écoutée et traitée à la commission des Nations Unies des Droits de l'homme.-

Nous vous prions de croire, Chers Camarades, à nos fraternelles salutations.-

POUR L'ASSOCIATION DES DETENUS
POLITIQUES AU CONGO.

Le Secrétaire,

R. MUKENGESHA II.

Le Président,

E. RAYEMBE.

OUTGOING CLEAR

INDICATE
PRIORITY

L T F	S V C Service	F F F F F Routine	X X	S S S S S Priority	P R I O R I T E N A T I O N S
-------	------------------	----------------------	-----	-----------------------	----------------------------------

Priorité Nations traffic
is strictly limited.

N R

(Address es)

ONUC

LULUABOURG

(TEXT & SIGNATURE)

insert prefix &/or number as required

USE DOUBLE SPACING.

LU-193 JERKOVIC FROM DORSINVILLE
YOUR CIV 1757: AUTHORISATION GRANTED. ASSUME OFFICE WILL
BE ADEQUATELY COVERED DURING YOUR ABSENCE.

T. O. R.
T. O. D.

BY:

Drafted by : F. T. Liu
Authorized :
D a t e :

21 December 1963



RECEIVED
21 DEC 83

VV LUL029LUL004 UU

FF 4UC75

DE 4UC96 03 21/0853Z

FM ONUC LULU

TO ONUC LEO

BT

UNCLAS CIV 1757 DORSINVILLE FROM JERKOVIC. PLEASE AUTHORIZE MY
TRAVELLING TO LEO 28 DECEMBER, RETURN TO DUTY 3 JANUARY

CFM CIV 1757 28 3

BT

NNNN

ORGANISATION DES NATIONS
UNIES AU CONGO



UNITED NATIONS ORGANIZATION
IN THE CONGO

BOITE POSTALE 7248
LEOPOLDVILLE
REPUBLIQUE DU CONGO
CABLE: ONUC LEOPOLDVILLE

Handwritten signature/initials in blue ink, possibly reading 'G. W. H.'

19 DEC 1963

To: H.E. Mr. Ambassador M.H. DORSINVILLE,
Officer-in-Charge, Léopoldville

From: Dr. V. JERKOVIC, Chief Civilian Affairs
Officer, Luluabourg *[Handwritten signature in blue ink]*

Subject: Capt von Bayer

Please find attached for your information
a statement of the good services rendered to this
Mission by Capt von Bayer.

ORGANISATION DES NATIONS UNIES
AU CONGO




UNITED NATIONS ORGANIZATION
IN THE CONGO

BOITE POSTALE 7248
LEOPOLDVILLE
REPUBLIQUE DU CONGO
CABLE: ONUC. LEOPOLDVILLE

TO WHOM IT MAY CONCERN

Capt. Stig von Bayer has been attached as Liaison Officer in Luluabourg. In his duty he gave full satisfaction to me and to the Congolese Authorities. Capt. von Bayer succeeded in establishing excellent liaison with the ANC and the Gendarmerie; his collaboration was very much appreciated by Col. Massiala and all his officers. I would like to point out that Capt. von Bayer found always the means to settle all the problems which he had to face. Thanks to his knowledge of the country, of the native language and of the Congolese mentality, he succeeded in his tasks and gave full satisfaction.

I recommend Capt. von Bayer as an excellent Military Information Officer, who could be employed in most delicate missions. I regret his departure for Sweden very much as I am loosing my best collaborator.


Dr. V. JERNOVIC
UN Representative
Luluabourg

13/12/63

O/poL 113 (9)

Léopoldville, le 7 décembre 1963

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre en date du 1 décembre 1963 se référant à une demande de véhicules pour votre Province (réf. 010/CAB/P/2024/63).

Je regrette qu'il ne soit pas possible d'accéder à votre requête étant donné que nous avons besoin des véhicules auxquels vous faites référence pour nos troupes à Luluabourg.

Veillez croire, Monsieur le Président, à l'assurance de ma haute considération.



Max H. Dorsinville
Chargé de la Mission
des Nations Unies au Congo

M. le Président du Gouvernement
Provincial de Luluabourg
LULUABOURG

ROUTING SLIP

TO

Mr. Chaput

APPROVAL	NOTE AND RETURN
SEE ME, PLEASE	YOUR COMMENTS
YOUR SIGNATURE	YOUR INFORMATION
NOTE AND FILE	FOR ACTION

GT. veut dire :

Gouvernement

M. LWA KABWANCA est
Président du Gouvernement
Provincial

DATE

6/12

FROM

James Guey

ROUTING SLIP

TO

Mr. Chapirot

APPROVAL	NOTE AND RETURN
SEE ME, PLEASE	YOUR COMMENTS
YOUR SIGNATURE	YOUR INFORMATION
NOTE AND FILE	FOR ACTION

Would you please prepare a reply for Mr. Dorsinville's signature saying that these jeeps are required for our troops in Lulu

Mrs. George,

Does G.V. go on
Government Territory?

GDC.

DATE 6 Dec

FROM

CAO

ROUTING SLIP

To

Resumé

APPROVAL		NOTE AND RETURN
SEE ME, PLEASE		YOUR COMMENTS
YOUR SIGNATURE		YOUR INFORMATION
NOTE AND FILE		FOR ACTION

We have to prepare communal and legislative elections

In order to take the census in our large province we only have 6 vehicles which do not even suffice for Luluabourg alone. Could Mr Jerkovic help us without about 10 jeeps which are not used by the UN at the moment ?

DATE

FROM

Genia

ROUTING SLIP

TO

Mr Seward

APPROVAL	NOTE AND RETURN
SEE ME, PLEASE	YOUR COMMENTS
YOUR SIGNATURE	YOUR INFORMATION
NOTE AND FILE	FOR ACTION

Could you suggest a
reply to attached letter?

DATE

4 Dec.

FROM

E. L. Lin

REPUBLICQUE DU CONGO
Gouvernement Provincial
de Luluabourg
Cabinet du Président

WJ
Luluabourg, le 1er décembre 1963.

No 010/CAB/P/2024/63.-

Objet : DEMANDE DE VEHICULES.-

Réf. :

TRANSMIS COPIE A

- Mr. le Ministre des Affaires Etrangères
 - Mr. Le Ministre des Affaires Intérieures
- A LEOPOLDVILLE.-

Monsieur l'Ambassadeur,

Encore une fois, je recours à votre intervention pour obtenir de votre autorisation une aide matérielle.

Comme vous savez, nous devons préparer les élections communales et législatives; communales pour le mois de décembre 1963 et législatives pour le mois d'avril '64.-

? Vu l'étendue de notre province, il faudrait un moyen de déplacement pour faciliter le recensement.- Ne disposant que de 6 véhicules pour notre province, ce qui ne suffit même pas pour la ville de Luluabourg et ses zones annexes, puis-je solliciter votre accord pour que Mr. JERCOVIC nous vienne en aide avec une dizaine de jeep de l'ONU inutilisées pour le moment, ce dont je vous remercie sincèrement.-

Espérant qu'une suite favorable nous sera donnée, je vous prie de croire, Monsieur l'Ambassadeur, à l'assurance de ma haute considération.-

Monsieur l'Ambassadeur de l'ONUC
à LEOPOLDVILLE.-

Aux bons soins de Mr. JERCOVIC.-

LE PRESIDENT DU GT.



C/POZ 113 (9)

Léopoldville, le 7 décembre 1963

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre en date du 1 décembre 1963 se référant à une demande de véhicules pour votre Province (réf. 010/CAB/P/2024/63).

Je regrette qu'il ne soit pas possible d'accéder à votre requête étant donné que nous avons besoin des véhicules auxquels vous faites référence pour nos troupes à Luluebourg.

Veillez croire, Monsieur le Président, à l'assurance de ma haute considération.



Max H. Dorsinville
Chargé de la Mission
des Nations Unies au Congo

M. le Président du Gouvernement
Provincial de Luluebourg
LULUABOURG

113 (9)
/bm

ADM 100 LULU

4 December 1963

✓ 162

To: Major Y. Deveault, Senior Equipment Officer, Ordnance Section
From: G.J. Chapiro, Chief General Services
Subject: UN Car Flags

1. Would you please issue two UN car flags to Mr. Jerkovic, Civilian Operations Representative, Luluabourg.
2. This is urgently required as Mr. Jerkovic is leaving for Luluabourg on Friday.
3. Please have the flags delivered to Mrs. J. George, Mr. Dorsinville's secretary, and confirm.

cc: Mrs. J. George ✓

*Office of Civilian Operations
Luluabourg*

Mrs J. George

Office of OIC - 6th floor.

11/2/71
[initials]



Objet:
Situation des Ex-Détenus
Politiques et les Réfugiés
du Katanga à Luluabourg.-

-----22-----

Luluabourg, le 19 novembre 1963.

N° ADPC/0014/63.

Reçu le: DEC 12 1963

TRANSMIS COPIE POUR INFORMATION A Mr.

✓ - le Chargé de la Mission des Nations
Unies, B.P. 7.248 à LEOPOLDVILLE.

Monsieur le Ministre de l'Intérieur
du Gouvernement Central

à

LEOPOLDVILLE/KALINA.

Monsieur le Ministre,

Nous avons l'honneur de vous informer
que nous avons reçu à son temps, pour information, une copie de
la lettre n°GV/450/63 du 9 octobre 1963 qui vous a été adressée
pour compétence par Monsieur Max H. Dorsinville, le Chargé de la
Mission des Nations Unies au Congo Léopoldville, avec ses sugges-
tions au sujet sous rubrique.-

L'affaire étant de votre compétence,
nous sommes convaincus que vous ne manquerez pas à prendre des
mesures d'urgence qu'elle comporte à notre faveur et ce, confor-
mément à la disposition de l'article 25 de la "Déclaration des
Droits de l'Homme".-

Les moyens de subsistance nous ayant
été arbitrairement rendus impossible et vu les besoins impérieux
qui caractérisent notre lamentable situation à Luluabourg, nous
vous prions de bien vouloir nous fixer à ce sujet.-

Dans l'attente de vos éventuelles dispo-
sitions prises à notre égard pour ce problème, nous vous présen-
tons, Monsieur le Ministre, l'assurance de notre très haute con-
sidération.-

POUR L'ASSOCIATION DES DETENUS
POLITIQUES AU CONGO,

Le Secrétaire absent,

P.o.

R. MUKENGESHAYI.

A handwritten signature in blue ink, consisting of a stylized 'R' followed by a horizontal line and a flourish.

Le Président,

E. KAYEMBE.

A handwritten signature in blue ink, starting with a large 'E' and ending with a horizontal line and a flourish.

ROUTING SLIP

TO

M. him

h

APPROVAL	NOTE AND RETURN
SEE ME, PLEASE	YOUR COMMENTS
YOUR SIGNATURE	YOUR INFORMATION
NOTE AND FILE	FOR ACTION

Pol 113 (9)

DATE

26/2/27

FROM

17

ORGANISATION DES NATIONS
UNIES AU CONGO



UNITED NATIONS ORGANIZATION
IN THE CONGO

BOITE POSTALE 7248
LEOPOLDVILLE
REPUBLIQUE DU CONGO
CABLE: ONUC, LEOPOLDVILLE

23 NOV 63

A: S.E. Monsieur l'Ambassadeur M. DORSINVILLE,
Chargé de Mission, Léopoldville

De: Dr V. JERKOVIC, Représentant de l'ONUC à
Luluabourg

Sujet: Lusambo - Arrêté Ministériel

Pour votre information, je vous communique que le Ministre de l'Intérieur du Gouvernement Central, M. MABOTI, a été en passage à Luluabourg le 22 crt, mais qu'il est reparti immédiatement pour Léopoldville. Avant son départ, il a cependant contacté les Autorités Provinciales et leur a promis de revenir à Luluabourg le 15 décembre prochain.

Avant son arrivée à Luluabourg, M. Maboti avait été à Lusambo où il avait pris certaines mesures (voir copie du "COMMUNIQUE DU MINISTRE DE L'INTERIEUR DU GOUVERNEMENT CENTRAL" ci-joint).

COMMUNIQUE DU MINISTRE DE L'INTERIEUR DU GOUVERNEMENT CENTRAL

Vu la Loi créant les Provinces de Sankuru et de Lomami, spécialement en leurs limites sur les rives de l'agglomération du Chef-lieu de l'ancien District du Sankuru à Lusambo;

Vu les troubles sanglants éclatés ce dernier temps parmi les populations de deux rives opposées;

Attendu que malgré les efforts déployés, les populations de deux rives précitées ne parviennent pas à une entente;

? Attendu que la dite-Lois peuvent facilement céder à une malinterprétation;

Après avoir entendu les différentes délégations de deux groupes opposés venues nous rencontrer à Lusambo y-compris les Autorités civiles et militaires;

Etant donné que ces troubles ont engendré les pertes de vies humaines et l'insécurité pour la circulation des biens et des personnes;

Vu l'urgence;

Les mesures provisoires suivantes sont prises et d'application immédiate jusqu'à nouvel ordre:

1. Un Administrateur Spécial sera dépeché d'urgence à cette localité.
2. La police des deux rives est neutralisée et dépouillée de sa tenue - seule la gendarmerie pouvant assurer le maintien de l'ordre.
3. Tous les bureaux administratifs restent fermés à l'exception de celui de l'Administrateur Spécial.
4. Seul, le Commissaire Général extra-ordinaire Adjoint peut résider dans le C.U. avec les membres de son Cabinet non-originaires de la Province du Sankuru ainsi que la population recensée dans le dit-centre.
5. Le ratissage doit être opéré sur les deux rives en vue de renvoyer tous les irréguliers dans leur milieu d'origine.
6. La circulation à main armée, c'est-à-dire, fusils, lances, flèches, machettes, couteaux et autres objets pouvant servir à attaquer ou à se défendre est strictement interdite.
- ? 7. Le Commissaire Général Extra-Ordinaire est démenti de tout pouvoir d'action sur l'étendue des agglomérations de deux rives.
8. Le Commandant du 9e Bataillon Gendarmerie et (le) l'Administrateur Spécial, sont chargés de l'exécution de présentes mesures.

Fait à Lusambo, le 21 novembre 1963.

LE MINISTRE DE L'INTERIEUR DU G.C.

J. MABOTI.

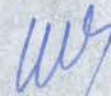
C/ POL 113 (9)

le 7 novembre 1963

Cher Monsieur Jerkovic,

Je tiens à vous remercier de l'excellent accueil que vous nous avez réservé lors de notre passage à Luluabourg. J'ai été particulièrement heureux de constater que vous avez établi d'excellents rapports avec les autorités provinciales.

Veillez agréer, cher Monsieur Jerkovic, l'expression de mes meilleurs sentiments.



Max H. Dorsinville
Chargé de la Mission des
Nations Unies au Congo

M. V. Jerkovic
Chef du Bureau Provincial
Luluabourg

ORGANISATION DES NATIONS
UNIES AU CONGO



UNITED NATIONS ORGANIZATION
IN THE CONGO

BOITE POSTALE 7248
LEOPOLDVILLE
REPUBLIQUE DU CONGO
CABLE: ONUC, LEOPOLDVILLE

23 OCT 63

A: Son Excellence Monsieur l'Ambassadeur
Max H. DORSINVILLE, Chargé de Mission, ONUC,
Léopoldville

De: Dr V. JERKOVIC, Chef de la Mission Civile
de l'ONUC, Luluabourg

Sujet: Mutinerie de soldats de l'ANC, le 15 octobre
1963, à Luluabourg

Me référant à mon LUPOL 163 du 18 octobre, ainsi qu'à
mon memo de la même date, je vous envoie encore en
annexe, pour votre information, des tracts saisis par
la Sûreté, ainsi qu'un complément de rapport concer-
nant l'enquête faite à Luluabourg au sujet de la mu-
tinerie du 15 octobre 1963.

Discrim 24
M. J. J. J.
Province autonome
approb. Carbone G. J.

CABINET DU MINISTRE

RENSEIGNEMENTS SUPPLEMENTAIRES SUR L'ORIGINE ET LES
AUTEURS DE LA MUTINERIE MILITAIRE ECLEUSE LE 15 OCTOBRE
1963 A LULUABOURG

Dans l'épilogue de notre rapport du 16 octobre 1963 sur la rébellion militaire qui a failli plonger luluabourg dans une épouvantable tragédie sanglante dans la journée du 15 octobre 1963, nous écrivions: "Il est peut-être trop tôt d'en dégager nettement une conclusion valable.... Nous sommes intimement convaincus que ces événements sont engendrés par une volonté farouchement déterminée à détruire la République du Congo".

Cette marge de précaution élémentaire utile que nous nous réservions pour éviter des déductions hâtives tirées précipitamment des faits apparents, nous a donné raison, et des informations recueillies par-ci par-là allaient se vérifier par des preuves matérielles.

Il y a eu tout d'abord la collection des tracts subversifs saisis, dans la matinée du 17 octobre 1963, au domicile de MM. Eugène KALALA, Philippe KONGOLO et BUKASE, respectivement directeur, secrétaire et membre du comité du Parti Politique U.D.A. Ces tracts, dont un exemplaire ci-joint, étaient adressés exclusivement aux militaires.

Ensuite, de source sûre, nous sommes informés que Monsieur Dominique KANKONDE, l'actuel secrétaire de Cabinet du Ministre des Terres, Mines et Energie du Gouvernement Provincial de luluabourg, servait d'agent actif dans le complot visant au coup d'Etat. Témoin par M. André LUBAYA et Hippolyte MUTSHOKO, d'une part, et d'autre part, encadré par M. MUKA-NZUJI, Sébastien KAPANGA, Simond TAMBWE avec la complicité de certains élus nationaux, ce Dominique KANKONDE s'était mis à travailler à fond quelques militaires notamment ceux avec lesquels il avait vécu à Stanleyville alors qu'il exerçait les fonctions de Chef de Cabinet au Ministère des T.P. dont le portefeuille était détenu par M. André LUBAYA dans le soi-disant "Gouvernement Central" proclamé en 1961 à Stanleyville par M. GIZENGA. Le malheureux avait pour rôle de pousser ces militaires à entraîner dans la révolte toute la garnison de luluabourg.

Enfin, voici l'élément majeur de nos informations, élément qui jette une lumière sur le fond des machinations qui ont conduit une certaine fraction des militaires à se jeter imprudemment dans la rébellion.

Au cours de la nuit du jeudi 17 octobre 1963, M. Hippolyte MUTSHOKO, qui avant sa rentrée à luluabourg le dimanche 12 octobre 1963, s'était intitulé "Président de l'Assemblée de luluabourg" dans une déclaration faite à la radio nationale à Léopoldville, avait convoqué une réunion des Conseillers provinciaux au domicile de M. Modeste RADIBAKE.

Voici sa déclaration au cours de cette réunion du 17/10/63, selon les informations qui nous ont été rapportées par les Conseillers provinciaux qui y ont pris part :

"A Léopoldville, racontait M. MUTSHOKO, le jour où MM. OMBEYE, HOCHLEY et YUMBU s'étaient évadés de la prison de Makala accompagnés de quelques gendarmes, ils étaient reçus par M. André LUBAYA. Au cours de cette entrevue, plusieurs problèmes politiques étaient exposés et discutés en ma présence. Pour parvenir à réaliser leur plan, il était question que les trois députés précités allaient se réfugier à Brazzaville. Ce plan réussi, ils devaient former un gouvernement qualifié de "Gouvernement de Salut National". De là, ils enverraient des instructions pratiques à M. André LUBAYA, lequel était déjà pressenti comme futur "formateur du Gouvernement Central". André LUBAYA devait travailler de façon que militaires et population parvinssent à déclencher un mouvement de masse qui devait aboutir à l'événement semblable à celui qui a renversé l'Abbé Fulbert YOUNG.

"A Léopoldville, poursuivait Mr. MUTSHOKO, le Gouvernement ABOULA n'existe pratiquement plus. Une fois que le soulèvement populaire sera à point et déclenché avec succès, les dirigeants du "Gouvernement de Salut national" rentreront triomphalement à Léopoldville. Il en sera de même du Gouvernement Provincial de Luluabourg.

"Poursuivant toujours sa déclaration, Mr. MUTSHOKO, enchaîna à l'issue de la mise au point de ce plan d'action, Mr. André LUBAYA s'adressa en ces termes aux gendarmes qui avaient facilité l'évasion de Mr. GBENYE et ses amis : C'est à cause de vous que ces députés ont été arrêtés. C'est aussi à cause de vous que la session du Parlement a été clôturée prématurément. Ce sont ces parlementaires arrêtés qui réclamaient pour vous tous les militaires que le Chef de l'Etat, Mr. KASA-VUNU, que le Chef du Gouvernement, Mr. ABOULA, vous donnent la gratification de 50.000,- Frs votée par le Parlement pour tous les militaires de l'A.N.C. Vous deviez avoir cette gratification à titre de récompense pour votre bravoure dans la lutte pour la reprise de Katanga. C'est parce qu'ils réclamaient avec force cette gratification pour vous, que ces députés ont été arrêtés. Je m'étonne, disait LUBAYA, que vous soutenez le Chef de l'Etat et le Premier Ministre qui ne veulent pas qu'on vous paie votre récompense !".

"Après avoir entendu la déclaration de LUBAYA, dit Monsieur MUTSHOKO, les gendarmes qui gardaient Mr. GBENYE et ses amis étaient convaincus et ils s'arrangèrent pour faciliter l'évasion de ces derniers. Durant la nuit, ils conduisirent MM. GBENYE, BOCHALNY et YUNU quelque par dans la rive du Fleuve du Congo d'où les trois députés partirent pour Brazzaville où ils se trouvent maintenant."

Il était une heure du matin quand M. Hippolyte MUTSHOKO a terminé ces déclarations devant les Conseillers Provinciaux au domicile de Monsieur Modeste BADIBAKE. Juste à ce moment, il a été surpris par les militaires qui ~~sa~~ patrouillaient.

Par ailleurs, il n'est pas inutile de souligner le rôle obscur que joue Mr. SAITAS, Procureur d'Etat, dans toutes ces manœuvres subversives. Depuis, la mutinerie militaire du 15 octobre 1963, 45 % de nos informateurs ne cessent de citer le nom de Mr. SAITAS comme complice dans la préparation et le déclenchement de la rébellion militaire du 15 octobre 1963. Nous n'avons aucune raison de mettre en doute ces informations. Depuis longtemps déjà ledit SAITAS s'est signalé par ses collusions ouvertes avec les activités subversives de l'ex-Représentant Civil de l'O.N.U.C. Monsieur PACHAM. Tous les deux étaient bien connus comme des agents actifs des agissements compromettants de M. LUBAYA.

oOo

Enfin, de tout ceci, se confirme notre conviction profonde qu'une volonté farouchement déterminée à détruire la République est à l'origine de bien des événements malheureux que nous avons connus, que nous vivons maintenant et que, peut-être, nous connaîtrons demain si des précautions et des mesures sérieuses et vigilantes n'étaient prises dès maintenant.

Le gouvernement provincial a procédé à l'arrestation des politiciens auteurs des tracts subversifs et excitateurs qui ont poussé un certain nombre de gendarmes dans la voie de rébellion ouverte. Ces éléments sont dirigés sur Léopoldville. Il nous reste à mettre la main sur MM. Francois KARONGO et MUKA-NEUJI respectivement secrétaire général de l'U.D.A. et Conseiller provincial. Ces deux-là sont en fuite et nous les recherchons activement.

Cette arrestation n'a donné lieu à aucune réaction publique ni à une moindre protestation. Bien au contraire, toutes les couches de la population ont manifesté une satisfaction et un soulagement évidents du fait de l'inquiétude voisine de la panique que le soulèvement militaire risquait de créer.

Le calme règne maintenant partout, aussi bien dans la Ville de Luluabourg qu'à l'intérieur de toute la Province. Avec le concours des Hauts Officiers et de leurs adjoints, le Gouvernement a la situation bien en mains.

Le moment psychologique est maintenant bien propice pour que, de la conjugaison des actions du gouvernement Central et du gouvernement provincial, nous parvenions à donner au pays la garantie de stabilité et de la paix, de la sécurité et de la protection efficaces et effectives.

Dans ce cadre, nous ne saurions trop insister sur l'urgence de la mesure que doit prendre dans l'immédiat le Gouvernement Central pour éloigner M. SAITAS, l'actuel Procureur d'Etat, de Lualaba. Nous estimons cette mesure non seulement opportune mais surtout très importante et fort urgente. Cet homme doit quitter Lualaba immédiatement.

Lualaba, le 21 Octobre 1963.-

LE MINISTRE PROVINCIAL DES AFFAIRES

INTERIEURES

ET DE LA JUSTICE



TRADUCTION DE TRACT LANCE PAR U.D.A. POUR EXCITER LES
MILITAIRES A LA MUTINERIE DU 15 OCTOBRE 1963

=====

ALLO ' ALLO ' ALLO ' ALLO '.....

NOS SOLDATS ' SAUVEZ LE CONGO ''

=====

Réfléchissez un peu. Vous voyez les manoeuvres du Chef d'Etat et de son Gouvernement de mensonge dont ADOULA est le chef. Vous voyez, ils ne vous ont pas donné beaucoup d'argent comme ils vous l'avaient promis lorsqu'ils vous disaient qu'après la prise de Katanga vous aurez beaucoup de biens. Ces manoeuvres qui consistent à vous tromper fréquemment sont bien dévoilées aujourd'hui. Les ennemis de votre Congo ont neutralisé le Parlement et l'ont fermé afin de pouvoir maltraiter ceux des politiciens qui s'efforcent toujours de réclamer qu'on vous paie beaucoup d'argent.

Faites vos efforts maintenant. Seul demeure le chef c'est le Président LUBAYA. Il encouragera ceux d'entre vous qui feront tout pour qu'il soit maintenu au pouvoir. C'est LUBAYA lui-même qui sauvera le monde. Dans les Villes de Luluabourg, de Stanleyville, de Bukavu, d'Elisabethville, les espions de MOBUTU et de son frère ADOULA, eux tous, ainsi que les Officiers et les sous-Officiers du Premier Groupement, vous devez les arrêter avant que le Président de l'Assemblée MUTSHOKO vienne ensemble avec KABONGO François vous ~~donner~~ donner les instructions et vous dire ce que vous devez faire. Ils vous présenteront le programme du nouveau gouvernement.

U. D. A.

Copie

PEUPLE DE LULUABOURG SOIT VIGILANT, CONSIDERE NULLE ET NON
AVENUE LA DECISION FERMANT LE PARLEMENT CONGOLAIS PAR KASA-VUBU SOI-DISANT
CHEF DE L'ETAT.

- LE GOUVERNEMENT D'ADOULA N'EXISTE PAS. LE GOUVERNEMENT
DE L'INCAPABLE LUAKABWANGA N'EXISTE PAS.
- APPUYONS LE GOUVERNEMENT EN EXIL DE MONSIEUR GBENYE
- VIVE GBENYE -- VIVE BOCHELY, VIVE LUBAYA
- VIVE GIZENGA FUTUR CHEF DE L'ETAT
- VIVE M.N.C.L. - P.A.S. ET U.D.A.
- VIVE MUTSHIOKO PRESIDENT LEGAL DE L'ASSEMBLEE PROVINCIALE
DE LULUABOURG
- A BAS KASA-VUBU
- A BAS ADOULA
- A BAS MOBUTU ET SES ECOLYTES VENDUS DE KASA-VUBU ET ADOULA
- A BAS BADIBAKE SOI-DISANT PRESIDENT DE L'ASSEMBLEE
PROVINCIALE DE LULUABOURG
- A BAS GOUVERNEMENT DE LUAKABWANGA
- A BAS WAPWANA

ROUTING SLIP

TO

Mr George

APPROVAL	NOTE AND RETURN
SEE ME, PLEASE	YOUR COMMENTS
YOUR SIGNATURE	YOUR INFORMATION
NOTE AND FILE	FOR ACTION

Noted. Thank you.
 I'm surprised
 J. offers no
 comments.

DATE

23/10

FROM

my

ROUTING SLIP

TO

Mr. Gilpin

APPROVAL	NOTE AND RETURN
SEE ME, PLEASE	YOUR COMMENTS
YOUR SIGNATURE	YOUR INFORMATION
NOTE AND FILE	FOR ACTION

DATE

FROM

23

X

Long

ORGANISATION DES NATIONS
UNIES AU CONGO



UNITED NATIONS ORGANIZATION
IN THE CONGO

BOITE POSTALE 7248
LEOPOLDVILLE
REPUBLIQUE DU CONGO
CABLE: ONUC, LEOPOLDVILLE

WJ

18 octobre 1963

A: Son Excellence Monsieur l'Ambassadeur
Max H. DORSINVILLE, Chargé de Mission,
Léopoldville

De: Dr V. JERKOVIC, Chef de la Mission Civile,
Luluabourg *[Signature]*

Sujet: Procès-verbal de l'enquête faite à
Luluabourg par M. le Ministre de l'Intérieur
Wafwana

Me référant au paragraphe 1 de mon LUPOL 163 de ce
jour, je vous prie de trouver ci-joint la copie du
procès-verbal dont il y est fait mention.

Luluabourg, le 17 octobre 1963.-

N° 2072/CAB.INT./LULUA/

/63

CONFIDENTIEL

OBJET : Mutinerie des
soldats

TRANSIS copie pour information à MM. :

- le Premier Ministre du Gouvernement Central à LEOPOLEVILLE
- le Ministre de la Défense Nationale à LEOPOLEVILLE
- le Ministre de la Justice à LEOPOLEVILLE
- le Président de l'Assemblée Provinciale à LULUABOURG
- le Président du Gouvernement Provincial à LULUABOURG
- ✓ - le Représentant Civil de l'O.N.U. à LULUABOURG

A Monsieur le Ministre de l'Intérieur
du Gouvernement Central
à LEOPOLEVILLE

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous transmettre le
rapport circonstancié relatif à la mutinerie de quelques militaires de
l'Armée Nationale Congolaise de la Garnison de Luluabourg qui s'est éolotée
le mardi 15 octobre 1963.

Je vous en souhaite bonne réception.

Annexe(s) :

Objet :

Ref. n. :

LE MINISTRE PROVINCIAL DE L'INTERIEUR
DE LA PROVINCE DE LULUABOURG,



CABINET DU MINISTRE

Rapport relatif à la mutinerie de quelques
militaires de l'A.N.C. en date du 15-10-1963

Avant-propos

Selon les rumeurs, il résulte que les mutins laissaient entendre -- un jour avant le déclenchement de la mutinerie -- qu'ils avaient lutté pour libérer le Katanga et que la prime qui leur aurait été promise ne leur serait pas payée, par mauvaise foi et cupidité des autorités militaires et civiles de la République.

Dans la soirée du 14/10, un faux bruit se répandit affirmant que le Général MOBUTU se serait réfugié à Luluabourg. Les mutins crurent le moment venu pour eux d'agir, l'objectif étant de parvenir d'abord à capturer le Général Mobutu et les officiers locaux, ensuite à procéder à l'arrestation des autorités civiles.

Notons par ailleurs que deux jours avant la mutinerie militaire, des informations confirmées laissaient entendre qu'un coup d'Etat se préparait par l'A.N.C. sous l'instigation des Conseillers Provinciaux du bloc de l'opposition (il s'agit des Conseillers Sébastien KAPANGA, MUKA-NZUJI, Edmond TAMBEWE, aidés des sieurs Eugène KALALA et BUKASE, tous revenus de Léopoldville) allait éclater.

Tout Luluabourg s'attendait ainsi à quelque événement d'une certaine gravité, mais somme toute imprécis, incertain, vague.

Début de l'action

C'est vers 4 heures du matin du 15/10 que le coup est déclenché dans l'enceinte de la garnison par une partie des éléments de la Prévôté militaire et de la Gendarmerie qui faisaient partie du complot.

L'on procède immédiatement à l'arrestation des hauts officiers, principalement du Major MBHA et du Commandant K ONZIBA. Entretemps une partie de mutins tente de mettre toute la garnison en état d'alerte, tandis qu'une autre fraction se dirige vers la Ville et entame l'opération suivante : barrage de principales artères urbaines; arrestations des automobilistes et confiscation des clefs de contact; circulation des patrouilles armées dans les communes sub-urbaines.

Mises au courant de l'événement vers 7 H. 30, les autorités provinciales ont aussitôt averti le Représentant Civil de l'O.N.U.C. et, avec lui, elles entreprirent des démarches auprès des militaires loyalistes et pro-gouvernementaux.

Ayant entendu la voix de la raison, ces derniers ont immédiatement réagi, vers 8 H., contre les mutins et ont pu libérer les officiers arrêtés après avoir désarmé les rebelles, lesquels sont presque tous d'origine baluba.

Grâce à cette intervention rapide et énergique des soldats loyalistes, la situation générale fut sauvée et redressée avant la fin de la matinée du 15 octobre 1963. Et la soirée se passa dans l'ordre et dans le calme général.

Fond de l'événement

Personne ne peut douter que cet événement a été comploté dans le but de compromettre gravement la situation politique générale de la République. Sachant que les hauts officiers ne pouvaient ni les suivre, ni leur permettre de perpétrer un tel complot, les soldats rebelles crurent prudent de procéder à l'arrestation de leurs supérieurs afin d'avoir les mains libres et la voie sans obstacle pour perpétrer un massacre monstre de la population de Luluabourg d'abord et des autres régions ensuite.

D'où vient une telle idée chez les militaires ? Telle est la question que nous nous sommes posée. Mais nous ne devons pas tarder à avoir de plus amples renseignements.

Il nous est revenu, en effet, qu'ayant reçu des instructions du sieur André LUBAYA, instructions selon lesquelles des militaires devaient être excités à fond contre les autorités civiles et militaires, les membres du Parti Politique U.D.A., notamment MM. Sébastien KAPANGA, MUKA-NZUJI, Edmond TAMBEWE, Eugène KALALA et BUKASE, pour ne citer que les plus notoires, ont déclaré aux militaires que le Général Joseph MOBUTU s'est enfui de Léopoldville où il est activement recherché par l'A.N.C. et qu'il est venu se cacher à Luluabourg grâce à la complicité des hauts officiers de la Place de Luluabourg et la collusion active des autorités civiles.

Les émissaires du sieur LUBAYA cités ci-dessus sont allés jusqu'à insinuer que si le Général Mobutu ne se trouvait pas à Luluabourg-même, c'est qu'il est allé se cacher à la Mission Catholique de Mikalayî près du village du Grand Chef KALAMBA où il se réfugierait chez le nommé LETA, père du Ministre Provincial WANWANA chargé des Affaires Intérieures du Gouvernement Provincial. Ayant cru à cette machination, les soldats rebelles avaient envoyé des patrouilles à Mikalayî où ils ont arrêté les Missionnaires catholiques et malmené les Agents de l'Administration du Poste de Lulua-Lungongo.

D'autre part, après avoir engagé complètement une fraction de l'A.N.C. dans la voie de rébellion grave, deux des éléments de Lubaya André, savoir MM. Eugène KALALA et BUKASE, respectivement directeur et secrétaire du bureau politique de l'U.D.A., ont eu l'audace d'aller faire par la radio interprovinciale la déclaration selon laquelle ils allaient incessamment prendre des contacts avec toute la population de Luluabourg en vue de lui annoncer les nouvelles qu'ils apportaient de Léopoldville.

De leur côté, MM. MUKA-NZUJI, Sébastien KAPANGA et Edmond TAMBEWE, étant parvenu à intéresser un haut magistrat à leur cause, en l'occurrence le Procureur d'Etat, M. SAITAS, tenaient avec ce dernier une longue réunion secrète (M. Saitas venait, en effet, d'arriver à Luluabourg depuis quatre jours). A l'issue de cette réunion secrète, les sieurs précités ^{avaient l'intention d'aller} ~~étaient allés demander~~ refuge et protection chez le représentant civil de l'O.N.U.C.

Cela signifie que ces trois Conseillers qui font partie de l'opposition, connaissaient parfaitement la gravité des événements qu'allaient déclencher des militaires rebelles avec lesquels ils avaient fomenté le complot visant au coup d'Etat qu'ils projetaient. Pour se mettre à l'abri, ils ^{voulant se réfugier} ~~se réfugiaient~~ sous la protection de l'O.N.U.C.

A notre sens donc, la responsabilité morale de la rébellion avortée des militaires mutinés incombe dans une large mesure aux émissaires du sieur André-Guillaume LUBAYA. Les faits relatés ici et leur enchaînement corroborent amplement ce jugement.

Epilogue

Quelle conclusion tirer de cet événement dont la gravité exceptionnelle risquait de plonger encore une fois la Province de Luluabourg dans une tragédie sanglante d'une proportion et d'une ampleur plus dramatiques que les incidents de Kakenge?

Il est peut-être trop tôt d'en dégager nettement une conclusion valable maintenant. Nous pouvons néanmoins en tirer quelque leçon salutaire, car "mieux vaut prévenir que guérir".

Les événements tragiques dont Luluabourg est continuellement le théâtre ne sont point la conséquence du hasard. Nous sommes intimement convaincus qu'ils sont engendrés par une volonté farouchement déterminée à détruire la République du Congo.

Pour prévenir le mal, pour empêcher la catastrophe de s'abattre sur nous de façon irréparable, nous insistons sur l'exécution des points suivants : Il faut, il est d'une importance capitale que :

- 1°)- les autorités directement intéressées et responsables du Gouvernement Central éloignent de la garnison centrale de Luluabourg TOUS LES MILITAIRES D'ORIGINE BALUBA, qu'ils soient officiers, gradés subalternes ou simples soldats, TOUS doivent être éloignés, répétons-nous avec insistance, et cela immédiatement;

 Signature et paraphe.
Ministère
/...

2°) les autorités concernées du Gouvernement Central reprennent, rappellent, mutent à Léopoldville et dans l'immédiat ce M. SATTAS, Procureur d'Etat, dont les activités obscures sinon subversives sont assez remarquées à Luluabourg où il a régulièrement des rapports très assidus avec des éléments congolais notoirement connus par des perturbations graves dont ils sont chaque fois des auteurs;

3°) - toutes les autorités du Gouvernement Central sont instamment priées d'appuyer sans réserves, et totalement et par tous les moyens, le Gouvernement Provincial de Luluabourg dans les sanctions sévères que celui-ci prendra contre les Conseillers Provinciaux Sébastien KAPANGA, MUKA-NZUJI, Rmond NTAMBE, et leurs acolytes connus.

L'urgence de l'exécution de ces mesures préventives, l'appui total et le reconfort moral que nous attendons dans l'immédiat du Gouvernement Central constituent l'ultime précaution pour la sauvegarde du Salut Public et pour l'intégrité de la République, dont le Gouvernement Central est, en définitive, le garant aussi bien sur plan national qu'international.

Il importe donc hautement d'agir vite et énergiquement.
Nous ne saurions trop insister.

Luluabourg, le 16 octobre 1963.-

LE MINISTRE PROVINCIAL DES AFFAIRES
INTERIEURES.

E. WAFWANA



ORGANISATION DES NATIONS
UNIES AU CONGO



C / PoL 113(9)
UNITED NATIONS ORGANIZATION
IN THE CONGO

BOITE POSTALE 7248
LEOPOLDVILLE
REPUBLIQUE DU CONGO
CABLE: ONUC, LEOPOLDVILLE

reçu le
SEP 30 1963
[Signature]
28 SEP 63

A: S.E. Monsieur l'Ambassadeur Max H. DORSINVILLE,
Chargé de Mission, ONUC, Léopoldville

De: V. JERKOVIC, Chef de la Mission Civile de l'ONUC,
Luluabourg
[Signature]

» référant au paragraphe 1 de mon UNCLAS CIV 1712 du
27 septembre, je vous prie de bien vouloir trouver ci-
joint 2 exemplaires du rapport d'autopsie dont il y est
question.

OPERATION DES NATIONS UNIES
AU CONGO



UNITED NATIONS OPERATION
IN THE CONGO

BOITE POSTALE 7248
LEOPOLDVILLE
REPUBLIQUE DU CONGO
CABLE: ONUC. LEOPOLDVILLE

Nous soussignés, Dr Luc L. COLAS, opérant, et Dr G. SCALZO, assistant, avons ce 27 septembre 1963 à 10 hrs du matin, procédé, à la morgue de l'Hôpital Congolais, au constat puis à l'autopsie sur le cadavre de Mr F. MUTCHIPAYI Floribert.

Nous avons constaté:

- 1) vêtements intacts, non souillés de sang;
- 2) une blessure étoilée lèvre supérieure, ligne médiane, de la bouche - avec une incisive supérieure en protusion. Aucune autre lésion n'a été détectée à la tête, cuir chevelu, crâne, mâchoires.
- 3) sur le bras droit, présence d'une lésion face postéro-interne, région médiane - à la région scapuladorso-lombaire droite (perte de l'épiderme sur une largeur de 5 à 10 cm, le derme offrant par places des zones hyperhémisées et d'autres plutôt blanchâtres) - au centre de la lésion dorsale on observe une zone ovale, noirâtre, longue 10 cm, large de 6 cm - ces lésions évoquant l'aspect de brûlures avec détachement de l'épiderme. (Spécimens d'épiderme prélevés).
- 4) région gluteale droite: épiderme détachée recouvrant que derme blanchâtre sur diamètre de 3 - 4 cm.
- 5) de la crête illiaque vers le bas, présence d'une ligne noirâtre, large de 1 cm, longue de 10 à 15 cm; l'épiderme à ce niveau se laisse détacher et recouvre une zone blanchâtre.
- 6) cavité thoracique: à l'ouverture on observe présence de liquide sanguinolent évalué à 20 cc - pas de signes de coagulation.
- 7) poumons: (spécimens prélevés et envoyés au Laboratoire) intacts, mais avec des marmorisations noires diffusées.
- 8) coeur: en contraction. Liquide péricardique clair, évalué à 10 cc. Le coeur ouvert montre présence de sang non coagulé, quantité modérée. Spécimens du coeur prélevés.
- 9) Abdomen: rien de particulier à signaler.

Après ces premières constatations et en attendant les résultats des spécimens envoyés à Léopoldville, nous pouvons conclure:

- a) absence de blessures graves, d'hématomes, + de fractures, + de signes évidents de contusions violentes.
- b) impression de l'intervention d'un agent physique extérieur pouvant occasionner des brûlures.
- c) la mort aurait pu être probablement causée par la "fulguration".

Llb
27/9/63

Dr G. SCALZO

Dr L. COLAS

Nous soussignés, Dr Luc L. COLAS, opérant, et Dr G. SCALZO, assistant, avons ce 27 septembre 1963 à 10 hrs du matin, procédé, à la morgue de l'Hôpital Congolais, au constat puis à l'autopsie sur le cadavre de Mr F. MUTCHIPAYI Floribert.

Nous avons constaté:

- 1) vêtements intacts, non souillés de sang;
- 2) une blessure étoilée lèvre supérieure, ligne médiane, de la bouche - avec une incisive supérieure en protusion. Aucune autre lésion n'a été détectée à la tête, cuir chevelu, crâne, mâchoires.
- 3) sur le bras droit, présence d'une lésion face postéro-interne, région médiane - à la région scapulodorso-lombaire droite (perte de l'épiderme sur une largeur de 5 à 10 cm, le derme offrant par places des zones hyperhémisées et d'autres plutôt blanchâtres) - au centre de la lésion dorsale on observe une zone ovale, noirâtre, longue 10 cm, large de 6 cm - ces lésions évoquant l'aspect de brûlures avec détachement de l'épiderme. (Spécimens d'épiderme prélevés).
- 4) région glutéale droite: épiderme détachée recouvrant que derme blanchâtre sur diamètre de 3 - 4 cm.
- 5) de la crête iliaque vers le bas, présence d'une ligne noirâtre, large de 1 cm, longue de 10 à 15 cm; l'épiderme à ce niveau se laisse détacher et recouvre une zone blanchâtre.
- 6) cavité thoracique: à l'ouverture on observe présence de liquide sanguinolent évalué à 20 cc - pas de signes de coagulation.
- 7) poumons: (spécimens prélevés et envoyés au Laboratoire) intacts, mais avec des marmorisations noires diffusées.
- 8) coeur: en contraction. Liquide péricardique clair, évalué à 10 cc. Le coeur ouvert montre présence de sang non coagulé, quantité modérée. Spécimens du coeur prélevés.
- 9) Abdomen: rien de particulier à signaler.

Après ces premières constatations et en attendant les résultats des spécimens envoyés à Léopoldville, nous pouvons conclure:

- a) absence de blessures graves, d'hématomes, + de fractures, + de signes évidents de contusions violentes.
- b) impression de l'intervention d'un agent physique extérieur pouvant occasionner des brûlures.
- c) la mort aurait pu être probablement causée par la "fulguration".

Llb
27/9/63

Dr G. SCALZO

Dr Luc L. COLAS

KALONJI JEUNESSE

File Rule
C 1000-000(1)

Background

Reports of armed Jeunesse activity in the southern part of ex-Kasai province have been current since the beginning of 1963. These Jeunesse are armed with locally made guns and a variety of home-made "mortars" firing bits of iron, nuts and bolts etc. They are said to be well supplied with gunpowder. It is not clear to what extent, if any, these bands are organised under a central command and whether they have any defined objectives. President Ngalula has stated that they are not organised, that they have no known and ascertained leaders, and that they have no objectives beyond pillage. They have been particularly active near Bakwanga in the Miabi, Merode area.

As long ago as last January, in agreement with President Ngalula, ONUC dropped leaflets to the rebels in an effort to get them to surrender their arms and return to their villages. This operation met with doubtful success. Jeunesse may have been more impressed by propaganda put out at about the same time by Kalonji, on a brief visit to Bakwanga after he was released from prison in Leo. A gramophone record, with a photo of Kalonji on it, was being circulated exhorting Balubas to work for the country. (OIC gave a copy of this record to Mr. Adoula).

Recent events

On 7 August we were informed by LUPOL 96: "KALONJIST JEUNESSE IN NUMBER OF ABOUT 2,500 FULLY ARMED, PROPERLY OFFICERED AND REGULARLY PAID WOULD BE READY FOR A MOVE AGAINST NGALULA'S GOVERNMENT" - and both President Ngalula and ANC Major Mena requested Leo authority for a full scale military operation in South Kasai "in order to eliminate once and for all the Kalonji Jeunesse".

The week 13-17 August we were informed (KAS PLO 3 and 4) that Jeunesse were operating in area Tshintshanku, Kabeya, Miabi and that their aim seemed to be the division of South Kasai into two provinces, one western and one eastern part. Their banditry was on the increase and civilians were being stopped, robbed and beaten up.

On 28 August we were informed (KAS LO 7): "INDICATIONS ARE THAT KALONJI JEUNESSE ARE GATHERING TOGETHER AGAIN IN ORDER TO MARCH AGAINST BAKWANGA. MENA STATED THAT HE DID NOT TRUST 5TH BRIG ABILITY TO DEAL WITH THIS MATTER AS A BIG PART OF THESE TROOPS ARE KALONJI SYMPATHIZERS".

mr

Luluabourg, le 26 Septembre 1963.

Cabinet du Membre chargé
des Affaires Economiques
et des Classes Moyennes

Plan et Coordination

N°290/CAB./A.E./ 870 /63.

TRANSMIS copie pour information à MM.:
- les Honorables Députés et Sénateurs
Nationaux pour la Province de Luluabourg (TOUS)
c/o Palais de la Nation à LEOPOLDVILLE-KALINA.

✓ - le Représentant de l'ONUC c/o Building
le Royal à LEOPOLDVILLE-KALINA.

A Monsieur le Vice-Premier Ministre
Chargé de la Coordination Economique
à

LEOPOLDVILLE-KALINA.

Excellence,

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance
que la Province de Luluabourg a du vivre pendant un certain temps sur
du maïs importé. Mais, maintenant la vapeur est renversée, et la
production locale dépasse les besoins de la Province, au point qu'il
existe déjà un stock important de maïs disponible pour ravitailler
d'autres provinces.

Si le trafic ferroviaire est en passe d'être
complètement rétabli, il n'en va pas de même pour les moyens de transport
intérieur par route. La Province a un urgent besoin de camions.--

La Société MAS. qui tient courageusement le
coup depuis trois ans manque de matériel. Il est vrai que cette Société
vient de se voir attribuer un quota de 3 millions et demi, mais cette somme
servira à peine pour reconstituer son stock de pneus et pièces de rechange,
pour le matériel actuellement en service.

En plus, je me plains amèrement de ce que le
Baron Phanis, Administrateur de la Société "UNION DU COMMERCE ET DE
L'INDUSTRIE" en Belgique, les factures pro-forma en 5 exemplaires concernant
les véhicules Mercedes, m'ont été proposés. Mais alors, je vous saurais
infiniment gré de bien vouloir nous accorder un quota considérable, aux fins
de nous en sortir de la situation inextricable qui est actuellement la nôtre.

.../.../

Réf. n° :

RECOMMANDEE

Objet : Demande de Quota en
véhicule.

Annexe :

En attendant de vous lire, je vous prie d'agréer,
Excellence, l'assurance de ma considération distinguée.-

LE MINISTRE PROVINCIAL DES AFFAIRES ECONOMIQUES
CLASSES MOYENNES PLAN ET COORDINATION,

[Signature]
I.G. BAKAJIKA./=



C/POC 113 (9)

20 September 1963

To: Mr. V. Jerkovic, Civilian Affairs Officer, Luluabourg
From: P Carey Seward, Chief Administrative Officer
Subj: Request for transport of Congolese students

The Officer in Charge has forwarded to me a copy of a request from Le Commissaire General Extraordinaire Adjoint Charge de l'Education. Mr. Walubila would like an ONUC plane put at his disposal for the transport of Congolese students stranded in Lodja. I would appreciate it if you could explain to Mr. Walubila that our fleet is considerably reduced and it is impossible to comply with this request, which should be submitted directly to the Central Government.

cc: Mr. M. Dorsinville, OIC

ROUTING SLIP

TO

APPROVAL	NOTE AND RETURN
SEE ME, PLEASE	YOUR COMMENTS
YOUR SIGNATURE	YOUR INFORMATION
NOTE AND FILE	FOR ACTION

Mr. Radman

DATE

FROM

ORGANISATION DES NATIONS
UNIES AU CONGO



JV/mea
UNITED NATIONS ORGANIZATION
IN THE CONGO

BOITE POSTALE 7248
LEOPOLDVILLE
REPUBLIQUE DU CONGO
CABLE: ONUC, LEOPOLDVILLE

C/POLE 113(9)

[Handwritten signature in red ink]

13 SEP 63

To: H.E. Mr. M. DORSINVILLE, Officer-in-Charge,
Léopoldville

From: J. VALDES, Acting Chief Civilian Affairs
Officer, Luluabourg

[Handwritten signature in blue ink]

For your information, please find enclosed copy of letter No. 010/041/CAB.P.A/63, which Mr. H. MUTSHIOKO has sent to the Minister of Interior in Léopoldville on September 9th, 1963, and in which he gives the results of the extraordinary session of his Provincial Assembly.

Luluabourg, le 9 Septembre 1963.-

N° 010/041/GAB.P.A/63.-

ORDRE.

Nouvelle Equipe
Gouvernementale.-

FRANÇOIS Copie pour information à MM:

- le Président de la République du Congo
à LEOPOLDVILLE.-
- le Président du Sénat Congolais
à LEOPOLDVILLE.-
- le Président de la Chambre des Représentants
à LEOPOLDVILLE.-
- le Premier Ministre de la République du
Congo à LEOPOLDVILLE.-
- l'Administrateur en Chef de la Sûreté
Nationale à LEOPOLDVILLE.-
- ✓ -Monsieur le Représentant Civil de l'O.C.R.U.
à LULUABOURG.-
- Monsieur le Procureur d'Etat à LULUABOURG.
- Monsieur le Commandant du 9^e Bataillon Gd
à LULUABOURG.-
- L'Administrateur de la Sûreté à LULUABOURG

A Monsieur le Ministre de l'Intérieur
du Gouvernement Central

à LEOPOLDVILLE.-

Monsieur le Ministre,

En application de l'Ordonnance présidentielle
le n° 176 du 22 Août 1963 qui a convoqué notre Assemblée en session
extraordinaire de la date du 2 au 10 Septembre 1963, l'Assemblée Pro-
vinciale de Luluabourg réunie en séance plénière en date du 6 septem-
bre 1963, a révoqué à l'unanimité toute l'équipe gouvernementale pré-
sidée par Monsieur ISAKAEMWANGA suite à de nombreux abus commis par
cette équipe.-

En séance du 7 Septembre, l'Assemblée de
Luluabourg a décidé d'élire une nouvelle équipe gouvernementale en
remplacement de l'équipe sortante.-

La nouvelle équipe qui a rencontré l'appui
de toute la population de Luluabourg est composée comme suit :

Président : MBAYA Guillaume André.-

Vice-Président: TSHIGHIKU Marcel.-

Membres: MUKI Fenzie, MESA Pierre, KAMONGO François E., KUCHIKU E.,
KASUHU Justin, KALALA Eugène, KALELE David, TSHIBAMBA Fuel L,
et MWABA Simon.-

De milieux intellectuels et autres, de
nombreux messages de félicitation ne cessent de nous parvenir pour
le travail que nous venons de faire.-

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre,
l'assurance de ma considération très distinguée.

REPUBLIQUE DU CONGO
ASSEMBLEE PROVINCIALE
DE LULUABOURG
CABINET DU PRESIDENT

LE PRESIDENT DE L'ASSEMBLEE,
M. EUTRICHIO.-



ORGANISATION DES NATIONS
UNIES AU CONGO



C/Pol 113 (9)
UNITED NATIONS ORGANIZATION
IN THE CONGO

BOITE POSTALE 7248
LEOPOLDVILLE
REPUBLIQUE DU CONGO
CABLE: ONUC, LEOPOLDVILLE

SEP 14 1963

11 SEP 63

To: His Excellency, Mr. M. DORSINVILLE, Officer-in-Charge, Léopoldville

From: J. VALDES, Chief Civilian Affairs Officer a.i., Luluabourg *J. Valdes*

Subject: Letter of Major Mena to his Commander in Chief - Our KAS LO 10, Para 2, of 9/9/63

Please find attached copy of above mentioned letter, signed by Major Mena.

Armée Nationale Congolaise
QUARTIER GENERAL DU 1^{er} GROUPEMENT
ETAT - MAJOR - COMMANDEMENT

Au Comd en Chef

OBJET : Retrait de l'appareil OTTER de l'ONU.

1. L'appareil air-brousse de l'ONU qui nous permettait le contact assez régulier avec les unités de la Gendarmerie éparpillées sur toute l'étendue de l'ex-province du Kasai ne se voit plus sur la plaine de LULUABOURG.
2. Des renseignements hors de doute, puisque, émanant du milieu même de l'ONU portent à croire que cet appareil qui nous est encore indispensable compte tenu de la situation actuelle de la région, serait, dit-on, retiré pour d'autres fins hors de cette province.
3. Mais il faudrait qu'il eut des rapports de protestation contre l'ONU parce que, le fait de retirer brusquement cet avion de brousse sans aucun avis préalable des autorités présumés responsables de la situation au Kasai constitue en soi, un acte de mauvaise volonté auquel je puis bien avancer des arguments pour pouvoir l'approuver.
4. Le 9 Bn Gd, appelé à maintenir l'ordre et à assurer la protection des Citoyens a, pour la sécurité des personnes, établi des postes d'intervention sur l'étendue de son secteur; ainsi on trouve des militaires campés à LODJA, DEKESE, LAC MUKAMBA, DIMBELENCE, TSHISHILU, KAKENGE et voire même LOMELA qui est d'ailleurs situé sur la limite de la province de la Cuvette Centrale.
Des gendarmes envoyés en MROP n'apportent rien comme vivres et vivent ainsi dans un état fort pitoyable. Le moyen de transport faisant défaut, il nous est souvent impossible de contacter régulièrement ces troupes longtemps en brousse.
Mais, de fois, l'appareil de l'ONU qu'on vient de nous arracher sans préavis nous permettait quand même d'inspecter nos hommes et nos visites leur appartiennent de l'encouragement moral.

5. Si cet appareil ne fait pas retour à LULUABOURG comme plus d'un le laisse entendre, notre programme du maintien de l'ordre serait alors voué à un échec total.
Que ferions nous pour payer les militaires en MROP si l'ONU persisterait de garder cet avion ?
6. En vertu des responsabilités auxquelles vous m'aviez confiées pour veiller sur la situation du Kasai, je vous demande de faire pression à l'ONU pour qu'on ait de retour cet appareil dont on a grandement besoin pour le service de la Nation.

Pour le Comd 1 Gpt


MENA, A.S.

Maj

Chef EM

OPERATION DES NATIONS UNIES
AU CONGO



UNITED NATIONS OPERATION
IN THE CONGO

BOITE POSTALE 7248
LEOPOLDVILLE
REPUBLIQUE DU CONGO
CABLE: ONUC. LEOPOLDVILLE

C/POC 113 (9)

WJ

Luluabourg 9 September, 1963.

To : H.E. Mr. M. DORSTINVILLE, Officer-in-Charge, ONUC, Leopoldville.
From : Jaime Valdès, Acting Chief Civilian Affairs Officer, Luluabourg.

Jaime Valdès

With reference to my LUPOL 118, I enclose herewith the following :

- 1) Programme of festivities on the occasion of the return of Prime Minister to Luluabourg.
- 2) Copy of letter No. CAB/221.00/1013/D.4/03 regarding "Cloture Session Extra Ordinaire de l'Assemblée Provinciale de Luluabourg" received from Central Government Minister of Interior Maboti, dated 4 September.
- 3) Copy of letter No. CAB/221.00/1021/D4.03 regarding "Session Extraordinaire Luluabourg" received from Central Government Minister of Interior Maboti, dated 6 September.
- 4) Copy of letter No. 010/038/CAB.P.A./63 regarding "Notification fin fonctions équipe gouvernementale" received from Mr. H. Mutshioko, dated 7 September.

Objet: Notification fin
Fonctions équipe gouverne-
mentale.

Transmis copie pour information à

- Monsieur le Président de la République du Congo
A LEOPOLDVILLE
- Monsieur le Président du Sénat
A LEOPOLDVILLE
- Monsieur le Président de la Chambre des Représentants
A LEOPOLDVILLE
- Monsieur le Premier Ministre de la République du Congo de passage à
LULUABOURG
- Monsieur le Ministre de l'Intérieur du Gouvernement Central
A LEOPOLDVILLE
- Monsieur le Ministre de la Justice du Gouvernement Central
A LEOPOLDVILLE
- Monsieur l'Administrateur en Chef
Sûreté Nationale
A LEOPOLDVILLE
- ✓ - Monsieur le Représentant Civil de l'O.N.U.C.
A LULUABOURG
- Monsieur le Colonel Commandant
La Garnison de l'A.N.C.
A LULUABOURG
- Monsieur le Procureur d'Etat
A LULUABOURG
- Monsieur l'Administrateur de la Sûreté Nationale
A LULUABOURG

A Monsieur François LUAKABWANGA
Président Provincial du Gouvernement
A LULUABOURG

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous faire savoir que dans sa séance d'hier, l'Assemblée Provinciale de Luluabourg a, à l'unanimité, voté la motion de censure déposée contre vous-même et, chacun des membres de votre équipe en date du 5 septembre 1963.-

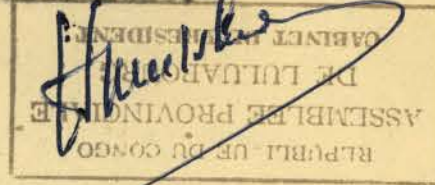
Je tiens à vous préciser que la discussion de cette motion prévue pour le 5 septembre écoulé et qui avait été remise à une date ultérieure à la suite du passage à Luluabourg de son Excellence Monsieur le Premier Ministre Cyrille ADOULA a été discutée à la date du 6 septembre 1963, pour les raisons principales suivantes:

- a) vous avez commis un acte de rébellion contre le Chef de l'Etat en date du 4 septembre 1963 en abrogeant l'ordonnance présidentielle n° 176 du 22.8.63 convoquant obligatoirement en session extraordinaire, du 2 au 10 septembre 1963 inclus l'Assemblée Provinciale de Luluabourg en vue de contrôler vos activités.
- b) vous avez refusé, vous ainsi que les membres de votre équipe de répondre à la convocation de l'Assemblée qui vous avait investi, à votre expresse demande, et relative à vos explications au sujet des faits graves contenus dans la motion de méfiance.

Par ailleurs, veuillez noter que vous expédieriez les affaires courantes jusqu'à la constitution d'une nouvelle équipe capable, et soucieuse de l'avenir du peuple Lulua.

Le Président de l'Assemblée

H. MITSUOKO.-



6 septembre 3.-

CAB/221.00/1021/D4.03.-

TRANSMIS copie pour information
à

- Monsieur le Président Provincial de et à LULUABOURG.-
- le Procureur d'Etat à LULUABOURG
- ✓ - le Représentant de l'ONUC
à LULUABOURG.-
- le Commandant de la Gendarmerie
à LULUABOURG.-
- - - - -

ssion extraordi-
naire Luluabourg.-

A Monsieur le Président de l'As-
semblée Provinciale de et
à LULUABOURG.-

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous confirmer
mes instructions de ma lettre n° CAB/221.00/1013 du 4
courant relatives à la suspension de l'ordonnance n°
176 du 22 août 1963.

D'autre part, je vous fais sa-
voir que toutes les mesures prises à l'issue de
cette session extraordinaire sont nulles et non ave-
nues.

La seule autorité reconnue à
Luluabourg comme Président Provincial est Mr. LUAKA-
BWANGA François et Mr. BADIBAKE comme Président de
l'Assemblée provinciale de Luluabourg.

Toute infraction aux présentes
instructions sera sévèrement poursuivie.-



Léopoldville, le 4 septembre 1963.-

N° CAB/221.00/1013/D.4/03.-

NOTE POUR MESSIEURS :

- François LWAKABWANGA, Président du Gouvernement Provincial de Luluabourg à LULUABOURG.-
- Procureur d'Etat, Près le Parquet de Première Instance à LULUABOURG.-
- Le Représentant Civil de l'ONU à LULUABOURG.-
- Joseph MONDJIMBA, Capitaine-Commandant de la Gendarmerie à LULUABOURG.-
- Le Directeur de la Sécurité Nationale Bureau de LULUABOURG.-
- Modeste BADIBAKE, Président de l'Assemblée Provinciale de Luluabourg à LULUABOURG.-

OBJET:

CLOTURE SESSION EXTRA-ORDINAIRE
DE L'ASSEMBLÉE PROVINCIALE DE
LULUABOURG.-

Messieurs,

J'ai l'honneur de vous confirmer officiellement l'entretien téléphonique que j'ai eu avec vous ce jour concernant l'évolution de la situation à Luluabourg.-

Pour plus de précisions, je porte à votre connaissance que l'ordonnance n° 176 du 22 août 1963 de Monsieur le Président de la République convoquant l'Assemblée Provinciale de Luluabourg en session extra-ordinaire ayant suscité des confusions de la situation de cette province, j'ai autorisé Monsieur François LWAKABWANGA, Président du Gouvernement Provincial, à clôturer immédiatement cette session en vertu de l'article 137 de la Loi Fondamentale.-

D'autre part, le Conseil des Ministres du Gouvernement Central a statué, en sa séance du 12 août 1963, sur l'authenticité du mandat des Conseillers BADIBAKE, TSHIMANGA, MUKOLO, BADIBANGA TSHIKELE et KABULA, qui sont légalement autorisés à siéger avec leurs Collègues au sein de l'Assemblée. Ils ne sont donc pas incompatibles.-

En ce qui concerne Monsieur MUTSHIOKO, celui-ci est un Conseiller Provincial au même titre que ses collègues. Il ne peut nullement s'arroger le poste de Président de l'Assemblée, poste qui, jusqu'aujourd'hui revient en fait et en droit à Monsieur le Président BADIBAKE.-

Je vous signale par ailleurs que si les activités de Monsieur MUTSHIOKO ainsi que celles de toute sa clique sont susceptibles de troubler l'ordre et la tranquillité publiques, je demanderais en conséquence à Monsieur le Procureur d'Etat de procéder à leur arrestation dans le respect des normes prévues par la loi et les diriger sur Léopoldville.-

Je demande au Commandant de la Gendarmerie, à toutes les forces de l'ordre et à vous tous de prêter main-forte à Monsieur le Président LWAKABWANGA, seul Président légal, afin de veiller au maintien de l'ordre et au respect des biens et des personnes.-

J'insiste sur la stricte observance des instructions ci-dessus et compte sur votre sincère collaboration.-

LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR DU GOUVERNEMENT CENTRAL,

Joseph KABOTI

MIN. de l'Int.

Inauguration de la voie nationale Elisabethville - Port Francqui.

Programme des festivités à l'occasion du retour du Premier Ministre, Monsieur Cyrille Adoula, accompagné du Président Provincial, Monsieur François ~~XXXXXXXX~~ Luakabwanga, et de leur suite, venant de Port Francqui.

Arrivée prévue le samedi 7 septembre 1963 à 10 heures.

La ville de Luluabourg doit être pavoisée.

Les bureaux seront fermés; un grand public doit être présent devant le podium situé devant le monument Léopold II.

Le cortège se formera devant la Résidence présidentielle, de la manière suivante :

à 8.30 h.

1. deux jeeps militaires.
2. Voitures du Premier Bourgmestre et de la presse.
3. Voiture présidentielle.
4. Voiture du Président de l'Assemblée.
5. Voitures des Ministres (tous).
6. Voiture du Vicaire Général (Monseigneur).
7. Voiture du Colonel Commandant de la place.
8. Voiture du Secrétaire Provincial.
9. Voiture du Procureur d'Etat et du Président du Tribunal de 1re instance
10. Voitures des conseillers provinciaux.
11. Voitures des directeurs chefs de service.
12. Voitures des inspecteurs de la police.
13. Voitures des bourgmestres des communes (tous).
14. Voiture du président de la chambre de commerce.
15. Les invités de marque.

A 9 heures, les autorités doivent se trouver devant la gare, où elles seront saluées par le Vice-Président du Gouvernement, le Président de l'assemblée et le Premier Bourgmestre.

A 10 heures : arrivée du Premier Ministre, à qui seront présentées les personnalités par le Président du Gouvernement Provincial.

à 10.30 heures, revue des troupes de la garnison de Luluabourg par le Premier Ministre, accompagné du Président du Gouvernement, du Colonel, du Premier Bourgmestre et du chef du protocole.

Ensuite, défilé des troupes.

Discours du Premier Ministre; discours du Président.

Ensuite, rafraichissement à la résidence du Président Provincial et fin de la cérémonie.

A 15 heures, le Premier Ministre et sa suite se rendent à l'aérodrome.

A 16 heures, départ du Premier Ministre.

N.B. Le présent avis tient lieu d'invitation.

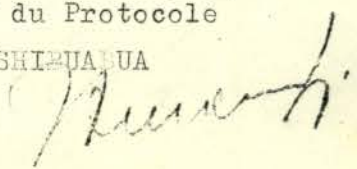
REPUBLIQUE DU CONGO

CABINET DU PRESIDENT

PROTOCOU PRO

Le Chef du Protocole

L. TSHIRUABUA



C/POL 113(3)

OPERATION DES NATIONS UNIES
AU CONGO



UNITED NATIONS OPERATION
IN THE CONGO

CIV.OPS./1170/63
SOC 560

BOITE POSTALE 7248
LEOPOLDVILLE
REPUBLIQUE DU CONGO
CABLE: ONUC. LEOPOLDVILLE

[Red handwritten signature]

6 September, 1963

To: Mr. M. Dorsinville, Officer-in-Charge
From: A. C. Gilpin, Acting Chief, Civilian Operations
Subject: Report on situation in Lodja

...

I think you may be interested in the attached report prepared by a recent community development mission to Lodja. The mission was requested by the Minister of Middle Classes and Community Development and consisted of two officers of the ministry, together with Mr. Sala of the Social Affairs and Community Development section.

[Blue handwritten signature: acgilpin]

Rapport de mission de développement communautaire
au Sankuru par Mr. MAFWUALA Salomon, Chef
de la direction du développement communautaire,
Mr. KANINDA François, Attaché du Cabinet du
Ministère des Classes Moyennes et du Développe-
ment Communautaire, Mr. SALA Arsène, Expert
ONUC au Département du Développement Communautaire.

Du 18 août - 25 août 1963

Le 18 août nous sommes partis de Léopoldville et arrivés à
Luluabourg.

Lundi 19 août, nous avons constaté qu'il n'y avait pas de transport
pour Katakokombe ou Lodja, nous avons donc décidé de passer la journée en
visitant les différents projets des Compagnons Bâtisseurs ainsi que le
Professeur Kruyft, expert en développement communautaire engagé par cet
organisme. Ce professeur nous a amplement renseigné sur leurs activités
dans la Province de Luluabourg et il nous a demandé de lui fournir des
films éducatifs et des catalogues.

Mardi 20 août, par avion ONUC, nous sommes arrivés à Katakokombe
vers la fin de la matinée et avons immédiatement commencé par contacter les
autorités locales. Monsieur l'Administrateur MONDEKE Joseph nous a présenté
les problèmes du Territoire qui consistent en manque de semences de coton,
de possibilités d'évacuation de celui-ci et des autres produits agricoles.

Mercredi 21 août, accompagnés de Messieurs l'Administrateur et
l'Abbé KAINDA Victor nous avons visité le village de Kalonda où on s'est
entretenu avec les Chefs coutumiers et les villageois. Les gens de Kalonda
nous ont particulièrement prié de leur venir en aide pour la construction
d'un nouveau village dans une autre place car là où ils sont la route est
chaque fois en mauvais état et les véhicules s'enfoncent. Ce qu'ils veulent
c'est de construire un nouveau village plus beau et plus durable sous la
direction et le conseil d'un expert. Aussi ils sont soucieux de construire
une nouvelle route qui ira jusqu'à ce nouveau village. A ce propos, Monsieur
l'Administrateur MONDEKE Joseph, l'Abbé Kainda Victor et le Père Janssen
nous ont promis de vouloir étudier le projet avec les villageois et en en-
voyer aussi vite que possible une copie au Ministère des Classes Moyennes et
du Développement Communautaire.

Il est à noter que nous avons admiré la prospère coopération des
Ivoiristes du Territoire de Katakokombe qui fonctionne jusqu'ici. Dans
l'après-midi, nous sommes partis sur Djalo qui est située à une cinquantaine
de km de Katakokombe sur la route pour Lodja. "Djalo", qui lu à l'envers
donne "Lodja", est le centre des réfugiés Batetela, échappés de Lodja. Le
Ministère de l'Agriculture du Gouvernement Provincial, Mr. WEMBULUA, nous a
accueilli et nous a fait visiter cette ville naissante constituée de maisons
en paille étalées sur 20 km de route, et nous a illustré amplement les
problèmes des habitants de Djalo provenant du Secteur Batetela de Lodja. La
majorité des gens étaient partis en vitesse sans prendre avec eux le strict
nécessaire, donc il n'y a ni réserves de vivres, ni d'autres moyens de sub-
sistance dans cette région où la forêt pour le moment est la seule reine. La
population de Djalo composée de 22 Chefferies est estimée à 20.000 habitants.

A cause du manque de médecins et de médicaments, dans la dernière semaine, quatorze personnes étaient mortes de maladies différentes. Sans aide technique ni une administration, ni nourriture, ni semences, les gens de Djalo sont voués à une mort lente ou bien à cause des nouveaux troubles dans les villes et les plantations du voisinage. Le soir même, nous avons interviewé quelques Chefs coutumiers. Voici les résultats:

Monsieur le Chef WETSHINDJADI provenant du village Ongundu est arrivé en juillet avec une population de 500 personnes. Ils habitaient auparavant à Ongundu à 50 km de Lodja. Leur village est maintenant occupé par le Chef OKITALOBI et son peuple. Dans ce groupe de réfugiés, il y a aussi un trésorier provincial et deux comptables, un expert aéronautique, quatre infirmiers, huit moniteurs, quatre fonctionnaires des P.T.T., toutes des personnes qui étaient auparavant employées dans l'administration à Lodja.

Monsieur le Chef AVOKI est arrivé du village Engonduakoi au courant du mois de mai avec une population de 750 personnes. Son village qui est situé à 6 km de Lodja est maintenant occupé par le Chef ONYOMBE et ses gens qui sont venus de Lutshimba. Le Chef AVOKI a tenu à nous déclarer qu'un de ses hommes avait été tué par la milice de Monsieur DIOMASUMBO. Dans ce groupe de réfugiés, il y a un directeur de l'INEAC et l'autre des Classes Moyennes et Développement Communautaire qui se trouvaient en ce moment à Luluabourg. Monsieur le Chef KALEMA avec 955 personnes est arrivé en juin en provenance de Lemba, située à 4 km de Lodja. Leur village est occupé maintenant par le Chef OSONGO Asuka de Lutshimba. Ce groupe de réfugiés qui comme les autres est composé en majorité par des agriculteurs comprend aussi un télégraphiste, un fonctionnaire des P.T.T. et un autre des Finances et différents Commerçants.

Monsieur le Chef LOHOHOLA qui est venu au mois de juin de Diengenga, à 10 km de Lodja, avec 750 personnes. Apparemment les Chefs SHANDJOULA et DJALAEDIKU provenant respectivement de Vunge et Lohumbe occupent maintenant leur village. Dans ce groupe se trouve un député Mr. WHELO, OKITODOWE Albert et différents fonctionnaires de la Fonction Publique.

Monsieur le Chef KANDOLO provenant de Wimbo à 36 km de Lodja est arrivé ici vers la fin de juin avec une population de 3.560 personnes. Son village a été occupé par les Chefs KUBHIAKOI, OLOMON, OSOMBA, tous provenant de Wungi. Ce groupe comprend le Ministre Provincial de l'Agriculture WEMBULUA, des infirmiers, des Moniteurs, des fonctionnaires des P.T.T. et des commerçants.

Tous les Chefs interviewés, nous ont demandé de la nourriture, des outils, des semences et des médicaments. Ils seront tous heureux au cas où le Gouvernement Central leur enverrait des experts pour la construction d'une belle ville et rationnelle aussi bien qu'une communauté heureuse et prospère. D'autre part les Chefs nous ont déclaré avoir été désarmés préalablement par la Gendarmerie et ensuite attaqués par les populations hostiles au courant des mois de mai et juin.

Tous les habitants de Djalo ont tenu à nous spécifier leur appartenance politique au Parti du MNC/L qui est aussi le parti de leurs adversaires. Il serait donc difficile de parler de division politique au Sankuru si l'on envisage cette division en termes occidentaux: celle-ci est plutôt tribale entre Batetela et Bahamba. Il est à noter que cette division semblait toucher à sa fin lors du Congrès Anamongo qui avait réuni les uns et les autres autour d'un idéal commun qui y a été pris et ce depuis 1960. Malheureusement que

ce Congrès qui était présidé par Monsieur l'Abbé Athanase n'a pu survivre la propagande tribale de certains hommes politiques.

Jeudi, 22 août, après avoir dormi à Djalo, où nous avons été hôtes de la communauté, de bon matin nous sommes partis sur Lodja. A Lodja notre première visite fut à Monsieur DJOMI, Commissaire Général Extraordinaire auquel nous avons exposé tous ce que nous avons fait jusque là et nous lui avons demandé des conseils et directives pour le travail à faire à Lodja même. De commun accord nous avons décidé de convoquer les hommes de bonne volonté de la ville et de discuter avec eux les différents problèmes communautaires. Nous avons donc passé le vendredi à contacter les différentes bonnes volontés.

Samedi, 24 août, une réunion s'est tenue dans les bureaux de l'Administration. Etaient présents: Mr. DJOMI, Commissaire Général Extraordinaire; Mr. WALUBILA Clément, Commissaire Général Adjoint; Monsieur SHUNGU John Wesley, Pasteur de la mission protestante; Mr. Culp WAYNE, Pasteur de la Mission Protestante; Monsieur l'Abbé YUNGU Albert, Mission Catholique; Monsieur TOUSSAINT Léon, Conseiller Technique Vétérinaire; Monsieur DOYEN Albert, Directeur Colocoton, et nous trois. Première décision a été celle de former entre les présentes un comité pour le développement communautaire. Chaque membre du comité s'est chargé d'étudier quelques projets qu'il soumettra pour discussion. Dès que le Comité aura approuvé le projet, copie du même sera envoyée au Ministère des Classes Moyennes et du Développement Communautaire pour l'étude approfondie de la part des techniciens spécialistes, l'approbation de la part des autorités centrales et éventuellement l'allocation des fonds nécessaires. Pendant cette séance cinq propositions différentes de projets ont été prises:-

1. Mr. Doyen propose d'étudier les possibilités d'une amélioration des conditions de vie des coopérateurs, producteurs de latex de la région de Kole. Ces gens qui jouissent d'une économie assez bonne apparemment sont complètement désorganisés du point de vue administratif, social et communautaire.
2. Mr. Toussaint propose de lancer dans la Province l'élevage rationnel de poulets, cochons et chèvres.
3. Le Pasteur Shungu propose de terminer les travaux déjà commencés par la population pour la construction d'un aéroport à Wembo-Nyama.
4. Mr. l'Abbé Albert nous propose de faire une campagne pour stimuler l'amour fraternel entre les gens de Sankuru. La réalisation consisterait à visiter les villages et demander aux gens d'offrir quelques carottes de manioc pour leurs frères de Djalo, qui sont en train de mourir de faim. Mr. l'Abbé nous fait aussi noter que cette campagne pourrait avoir comme but final celui de faire une étude approfondie sur les possibilités de commercialisation du manioc, produit au Sankuru qui en ce moment, n'est aucunement commercialisé.
5. Mr. Walubila, Commissaire Général Adjoint, nous propose de former une coopérative des commerçants de Lodja aux fins qu'ils puissent mieux s'organiser et offrir des marchandises à des prix toujours bas aux consommateurs.

Le comité décide de donner la précedence au projet de Monsieur l'Abbé Albert auquel participeront tous avec les moyens et le personnel disponibles: L'Abbé mettrait à leur disposition un camion et tout le personnel de la mission. Le Pasteur SHUNGU offre deux camions et aussi toute autre aide possible. Monsieur Doyen offre toute l'aide possible soit en véhicule qu'en entretien des mêmes. L'Administrateur de son coté offre un grand magasin où le manioc sera entreposé avant d'être acheminé sur Djalo. Le comité demande à Monsieur l'Abbé de vouloir élaborer le projet dans tous les détails et le présenter le lundi 26 à la commission qui se réunira pour le discuter et pour passer à la réalisation immédiate.

Pendant notre séjour à Lodja, nous avons rencontré Mr. Lotemu Albert, Infirmier, Directeur d'un Hôpital de Lépreux de Tshumbe. Mr. Lotemu nous a entretenu sur les conditions catastrophiques de cet hôpital. A ses dires cet hôpital comptait plus de 3000 patients en 1960. Après l'indépendance à cause du manque de médecins, de médicaments, et de nourriture, les lépreux sont en grande partie retournés dans leurs villages d'origine. En ce moment il y a seulement 900 patients auprès du centre. Ils sont dépourvus des soins et des ressources les plus élémentaires (même l'eau manque au centre étant donné que le combustible pour la pompe est terminé). Depuis le commencement du mois d'août, 24 patients sont morts à cause de manque de soins et de nourriture. Mr. Lotemu a tenu à souligner la gravité de la situation aussi du côté des possibilités de contamination créées par les patients qui sont rentrés dans leurs villages respectifs. Aussi, Monsieur Lotemu nous a informé que le montant de CF. 800.000 avait été donné par le Gouvernement Central pour ce centre par l'intermédiaire du Secrétaire de Foreami, mais le malheur en est que ce montant n'est pas arrivé à sa destination. (Dès notre arrivée à Léopoldville on a appris que le Secrétaire de Foreami avait été écroué par suite de cette même appropriation, ce qui est très beau mais ne résout pas le problème.)

Dimanche matin, accompagné de Monsieur Djomi, nous avons quitté Lodja pour Luluabourg/Léopoldville.

Conclusions

Vu ce qui précède on peut résumer la situation de la façon suivante:

1. Santé Publique

Le manque presque total de médicaments est un fait dans toute la province. Il y a deux médecins (un à Tshumbe et un à Lodja), mais ils ne peuvent pas se déplacer à cause de l'état déplorable des routes. On nous a aussi signalé une recrudescence de la maladie du sommeil.

2. P.T.T.

Les P.T.T. ne sont en état de fonctionner à cause du:-

- a) manque presque total de communications avec le reste de la République;
- b) manque de personnel (un seul fonctionnaire est encore en service à Lodja);
- c) manque de véhicules et de carburant;
- d) Le radiophare, le télégraphe, le téléphone sont hors d'usage.

Le service de la mécanisation provincial n'a aucun véhicule en état de marche. (Nous avons trouvé une seule pompe à essence et c'était à Katakokombe).

4. Agriculture

Dans le territoire de Lomela et Kole, grâce à l'effort fourni par Colocoton, la production de coton a atteint en 1962/63 le niveau de 1959/60, soit mille tonnes. Les autres cultures sont aussi en forte reprise dans ce territoire. Il faut noter que toute la province manque d'outils, tels que machettes, hâches, pèles, scies. Le territoire de Katakokombe n'étant pas dans le rayon d'action de la Colocoton, manque aussi de semences et de possibilités d'écoulement des produits même tel que le riz et le café.

5. Commerce

L'état des routes et les difficultés qui en résultent pour le transport font que les commerçants pratiquent des prix exorbitants pour se couvrir des frais de dépréciation des véhicules et des autres risques qu'ils rencontrent en route. (La location d'un camion de Lodja à Katakokombe, soit 125 km, revient à 20,000 CF et CF 500 par tête de personne transportée).

6. Education

Pour la rentrée de septembre prochain à Djalo il y a manque total d'écoles. A Lodja ce sont les moniteurs et les professeurs qui manquent.

7. Administration

L'Administration de Monsieur le Commissaire Général Extraordinaire se débat dans une situation très confuse, n'ayant hérité d'aucun dossier ou document de l'Administration précédente.

Une fois que les structures de base seront garanties on pourra envisager la réalisation des projets de développement communautaire dans toute la province et notamment à Djalo.

Il est de notre opinion que cette province déchirée par le désordre et la guerre civile est une province qui a particulièrement besoin de développement communautaire dans le but d'exploiter au maximum les riches possibilités de son agriculture, améliorer le sens de responsabilités civiques des citoyens en les unissant dans un but de reconstruction et de progrès.

Notamment en ce qui concerne Djalo, il est recommandé qu'une action d'urgence de la part de toutes les branches du Gouvernement soit commencée dans la première moitié de septembre. Ce plan d'action devrait être concrétisé en présence des représentants de tous les ministères intéressés (notamment Santé, Education, Travaux Publics, Agriculture, Travail, Classe Moyenne et Développement Communautaire) et de Mr. Djoni, Commissaire Général Extraordinaire pour le Sankuru qui devra coordonner cette action.

ORGANISATION DES NATIONS
UNIES AU CONGO



C/POL 113(9)
JV/mca
UNITED NATIONS ORGANIZATION
IN THE CONGO

BOITE POSTALE 7248
LEOPOLDVILLE
REPUBLIQUE DU CONGO
CABLE: ONUC, LEOPOLDVILLE

Rem le
AUG 31 1963
imo

30 August 1963

To: His Excellency, Mr. M. DORSINVILLE,
Officer-in-Charge, Leopoldville

From: J. VALDES, Acting Chief Civilian Affairs
Officer, Luluabourg

Subject: Provincial Assembly, Luluabourg

I am enclosing herewith, for your information, copy of a letter (No 010/031/Cab.P.A./63), dated 28 AUG 63, addressed to the Commander of the "9e Bataillon de la Gendarmerie" of Kasai Province, by Mr. H. MUTSHOKO, President of the Provincial Assembly.

Luluabourg, le 28/08/1963.-

No 010/031/Ca.P.A./63

P.I.- A Monsieur l'Administrateur de la Sûreté
Nationale de et à L U L U A B O U R G.-

- Monsieur le Procureur d'Etat près le Tribunal
de 1^{re} Instance à LULUABOURG.-
- Monsieur le Chef d'Etat Major de l'A.N.C. de
et à LULUABOURG.-
- Monsieur le Représentant Civil de l'O.N.U.
de et à LULUABOURG.-

A Monsieur le Commandant du 9e BON/G.D.
Kasaï de et à

L:U L U A B O U R G.-

Monsieur le Commandant,

J'ai l'honneur de vous confirmer la réception
de la copie de la lettre No CAB/221.00/945/D.4.04 du 22 août 1963 vous adressée
par Monsieur le Ministre de l'Intérieur du Gouvernement Central et relative au
maintien de l'ordre à la suite de la session extraordinaire du 2 septembre 1963
prochain et de vous proposer les premières mesures de sécurité ci-après:

- a) le renforcement des patrouilles militaires sur l'étendue de la
ville de Luluabourg et ses zones annexes, ainsi que le contrôle
très sévère des entrées et sorties;
- b) la défense formelle de sortir de la ville de Luluabourg à tous les
membres du Gouvernement provincial jusqu'après les travaux de
l'Assemblée et aux fonctionnaires dont les noms ci-dessous:

MM - KASHAMA Thomas: 1er Bourgmestre
- FUAMBA Ignace: Adjt au 1er Gourgmestre
- KANINDA Norbert: Secrétaire de l'Assemblée
- NDIBU Analet: Complice en Chef.

A cet effet, nous regrettons très vivement le départ hier, pour Bruxelles, de
Monsieur BAKASHIKA Gérard, membre du Gouvernement chargé des AFFAIRES ECONOMIQUES.
Vous voudrez éviter, à l'avenir de telles surprises.

c) l'occupation militaire du Bureau de l'Assemblée Provinciale et
la défense d'y entrer à quiconque n'est pas autorisé par nous, ce, à partir du
dimanche prochain au matin;

d) l'occupation et le contrôle militaires de la radio-diffusion et des
télécommunications de façon à nous permettre de faire appel aux membres de l'Assem-
blée et de correspondre éventuellement avec les Autorités Centrales sur le dérou-
lement de nos travaux.

e) le désarmement total de la police (jeunesse armée), afin d'éviter
les accrochages,-

Par ailleurs, les bruits nous parvenant font continuellement état de l'évacuation
des documents et biens appartenant à l'état. Nous y attirons votre sérieuse atten-
tion. Pour parer à cet état de choses, nous vous conseillons le bouclage de la
ville de Luluabourg, plus spécialement de la Commune de Kamanga, afin de mettre

hors d'état de nuire tous ceux qui auraient l'intention d'embrouiller les travaux de l'Assemblée. Nous insistons énormément sur l'occupation sérieuse de la ville de Luluabourg avant le début des travaux de cette session, c'est-à-dire à partir du 30 août prochain jusqu'au 10 septembre 1963, sauf si les circonstances justifient le contraire.

Nous profitons, par ailleurs, de cette occasion, pour vous remercier de notre protection que vous avez assurée le samedi 24/8/63 lors de notre retour de la capitale. Nous ne cessons de compter davantage sur votre étroite et sincère collaboration.

LE PRESIDENT DE L'ASSEMBLEE PROVINCIALE

H. MUTSHOKO.-

OPERATION DES NATIONS UNIES
AU CONGO



UNITED NATIONS OPERATION
IN THE CONGO

BOITE POSTALE 7248
LEOPOLDVILLE
REPUBLIQUE DU CONGO
CABLE: ONUC. LEOPOLDVILLE

Luluabourg 20 August, 1963.

WJ

CV-157

To : H.E. Mr. M. DORSINVILLE, Officer-in-Charge, Leopoldville.
From : Jaime Valdès, Acting Chief Civilian Affairs Officer, Luluabourg.
Subject : Visit of Commissaire Extraordinaire DIOMI GASTON

Commissaire Extraordinaire DIOMI visited this office on the 16th inst., and stated he was satisfied with the progress made during his tour of Sankuru's Province and that on Monday 26th he will return to Léopoldville to introduce his official report.

The most urgent point considered by DIOMI is the programme of road construction that Société Cottonnière is willing to fulfil as soon as Central Government's authorization is definitely granted. He will take up this matter as soon as he arrives in Léopoldville with PWD Minister Delveaux.

DIOMI has also requested ONUC to provide a truck to be stationed at Lodja and at the disposal of the Gendarmerie.

19

C/Pol 113(9)

JV/mca

OPERATION DES NATIONS UNIES
AU CONGO



UNITED NATIONS OPERATION
IN THE CONGO

BOITE POSTALE 7248
LEOPOLDVILLE
REPUBLIQUE DU CONGO
CABLE: ONUC. LEOPOLDVILLE

23 AUG 63

To: His Excellency Mr. M. DORSVILLE, Officer-in-Charge,
Léopoldville

From: J. VALDES, Acting Chief Civilian Affairs Officer, Luluabourg

Subject: Provincial Assembly, Luluabourg

I am enclosing herewith, for your information, copy of a letter addressed to the President of the Provincial Government of Luluabourg by Mr. Etienne TSHIMANGE, 1st Vice-President of Provincial Assembly, Luluabourg, as well as the enclosures mentioned in this letter.

Assemblée Provinciale
de Luluabourg

B. P. 284
Luluabourg

Luluabourg, le 20 août 1963.-

(1) N° 010/829/D.17/A/63.-

Annexes :

Objet : Décision du Gouvernement Central sur le différend au sein de l'Assemblée Provinciale de Luluabourg -
Maintien de l'ordre public.-

- TRANSMIS Copie pour information à :
- Messieurs les Membres du Gouvernement Provincial de Luluabourg (TOUS)
 - Monsieur le Représentant Civil de l'O.N.U.C. à LULUABOURG.-
 - Monsieur le Commandant du 3e Groupement de l'A.N.C. à LULUABOURG.-
 - Monsieur l'Administrateur de la Sécurité Nationale - Bureau de Luluabourg à LULUABOURG.-
 - - - - -

A Monsieur le Président du Gouvernement Provincial de Luluabourg
à LULUABOURG.-

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur, par la présente, de vous confirmer les décisions prises par le Conseil des Ministres du Gouvernement Central, dans sa séance du 12 août 1963 et par lesquelles il a établi que :

- 1)- Tous les Conseillers Provinciaux qui, au moment de l'installation de la nouvelle Assemblée Provinciale de Luluabourg composaient cette Institution, selon la liste annexée à l'Ordonnance n° 125 du 4 septembre 1962, du Chef de l'Etat, sont les seuls Conseillers Provinciaux légitimes.
- 2)- Parmi eux il n'y a aucun Conseiller Provincial qui soit frappé d'incompatibilité, aux sens et aux effets de la Loi Fondamentale, puisque personne, entre eux n'a exercé, dans le passé, une fonction susceptible d'incompatibilité, circonstance qui a été reconnue à l'unanimité par tous les Conseillers Provinciaux de Luluabourg, dans toutes les sessions, ordinaires et extraordinaires précédentes.

.../...

(1) A rappeler dans la réponse s.v.p.

Assemblée Provinciale
de Luluabourg

B. P. 284
Luluabourg

Luluabourg

- 2 -

XXXXXX

Annexes :

Objet :

- 3)- Le Gouvernement que vous présidez est absolument légitime et légal, étant donné qu'il a été élu par une Assemblée légitime, et que par ailleurs il n'a jamais fait l'objet d'une motion de censure ou de méfiance.-
- 4)- Votre Gouvernement, pourtant, est habilité par la confiance que l'Assemblée Provinciale n'a cessé de lui témoigner et conformément à la décision définitive adoptée par le Gouvernement Central, à prendre toutes les normes nécessaires au maintien de l'ordre public, dans le respect, le plus absolu, de toutes les garanties de la loi et de la procédure, afin d'assurer un développement normal de toutes les activités publiques de la Province, en disposant de tous les organes, qui devront, selon les décisions du Gouvernement Central, collaborer en toute loyauté.
- 5)- L'opposition doit être constructive et doit trouver ses limites dans la loi : leur pouvoir de critique ne devra jamais s'identifier avec une activité subversive, tendant à mettre en doute la Légitimité des Institutions Publiques, de l'Etat ou de la Province, ou, avec une activité qui puisse envenimer l'atmosphère politique de la Province, par la diffusion de faux bruits ou des mensonges. Les Membres de l'opposition à votre Gouvernement étaient présents à Léopoldville et ont été mis en garde par les mêmes Autorités Centrales que l'Etat, ni la Province ne toléreront plus jamais leur activité illégale ou criminelle.

Pour élucider toute équivoque, je vous signale que les décisions du Gouvernement Central dont l'évidence exclut la nécessité de faire recours à tout commentaire, ont été arrêtées une fois pour toutes. La demande des Conseillers Provinciaux de l'opposition tendant à la convocation d'une session extraordinaire de l'Assemblée a été purement et simplement rejetée par le Gouvernement Central puisqu'aucun élément étrange ne milite en faveur de cette session.

Je vous saurais gré, dans le cadre des pouvoirs vous conférés, de vouloir bien réprimer avec la dernière énergie toutes les formes de diffusion de fausses nouvelles ainsi que tous ceux qui se permettraient à troubler l'ordre public.

Pour votre information, je vous transmets, en annexe, une copie de l'Ordonnance n° 125 de Son Excellence Monsieur le Président de la République ainsi que la liste des Membres du Bureau de l'Assemblée.-

(1) A rappeler dans la réponse s.v.p.

.../...

Assemblée Provinciale
de Luluabourg

B. P. 284
Luluabourg

LULUABOURG

XXXX

- 3 -

Annexes :

Objet :

En vous souhaitant bonne réception
de la présente, veuillez agréer, Monsieur le Président,
l'assurance de ma considération distinguée.

POUR L'ASSEMBLEE PROVINCIALE
DE LULUABOURG,
LE 1^{er} SECRETAIRE DE L'ASSEMBLEE,
Etienne ISRAELANG.



(1) A rappeler dans la réponse s.v.p.

REPUBLIQUE DU CONGO
ASSEMBLEE PROVINCIALE
DE LULUABOURG.

COMPOSITION DU BUREAU DE L'ASSEMBLEE
PROVINCIALE DE LULUABOURG AU 1er AVRIL 1963.-

Président de l'Assemblée: Modeste BADIBAKE.

Premier Vice-Président
de l'Assemblée : - Etienne TSHIMANGA.

Second Vice-Président
de l'Assemblée : - Fernand MUKOLO.

Secrétaires Parlementaires: - André BIPENDU
- Jean KABULA
- François KALAMA
- Jacques-Sébastien KAPANGA.

Haut Fonctionnaire : Secrétaire Général: Norbert KANYINDA.

Fonctionnaires Supérieurs: -

Fonctionnaires : - Chef de Service de l'Administration
Générale et du Personnel : Fernand KALONGA.
- Chef de Service de la
Comptabilité : Honoré MITANGU.

REPUBLIQUE DU CONGO

CABINET DU MINISTRE
MINISTERE DE L'INTERIEUR

ORDONNANCE N° 125 DU 4/9/1962
PORTANT COMPOSITION DES ASSEMBLEES DES
NOUVELLES PROVINCES.-

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la Loi Fondamentale du 19 mai 1960 sur les structures du Congo, spécialement en son article 27;

Vu la Loi Organique du 27 avril 1962 fixant les critères devant servir de base à la création des Provinces et à l'organisation de leurs Assemblées Législatives, spécialement en ses articles 5, 9 et 10;

Vu l'Ordonnance n° 82 du 1er juin 1962, fixant le nombre des membres des Assemblées des nouvelles Provinces;

Vu les listes produites par les Bureaux des Assemblées des Anciennes Provinces;

Le Conseil des Ministres entendu,
Sur proposition du Premier Ministre et du Ministre de l'Intérieur,

ORDONNE :

Article 1er:

Les listes provisoires des membres titulaires et suppléants des Assemblées Provinciales du KONGO CENTRAL, du KWILU, du KWANGO, du MAINDOMBE, de LULUABOURG, du SANKURU, du SUD-KASAI, du MANIEMA, du NORD-KIVU, de la VETTE-CENTRALE, de l'UBANGI, du KIBALI-ITURI, et de l'UNITE KASAIENNE sont arrêtées comme indiqué au tableau annexé à la présente Ordonnance.

Article 2:

Les Conseillers Provinciaux NASENA Raphaël, et MADIANA Paul feront partie des Assemblées des Provinces dont ils sont originaires.

Article 3:

Les Commissaires Spéciaux, mandatés pour assurer l'installation des nouvelles Assemblées Provinciales en vertu de l'article II de la Loi Organique, sont chargés de présenter du Ministre de l'Intérieur toutes observations concernant les listes visées à l'article premier.

Toute réclamation portant sur les listes précitées devra parvenir le 15 septembre au plus tard, par écrit, au Ministre de l'Intérieur qui statuera et, le cas échéant, préparera les Ordonnances rectificatives, compte tenu des rapports des Commissaires Spéciaux visés à l'alinéa premier du présent article et de tous autres renseignements valables.-

Article 6:

Le Premier Ministre et le Ministre de l'Intérieur sont chargés de l'exécution de la présente Ordonnance qui sort ses effets le jour de sa signature.-

Fait à Léopoldville, le
sé/ J. KASA-VUB

Par le Président de la République
Le Premier Ministre
sé/C. ADOULA

Pour le Ministre de l'Intérieur, empêché,
Le Ministre de l'Agriculture, Eaux et Forêts,
sé/ TSHIALA-MUANA.

POUR AMPLIATION CONFORME,
LEOPOLDVILLE, LE 4 SEPT. 1962
LE SECRETAIRE GENERAL,
D. KANDOLO.

TABLEAU ANNEXE

VII. ASSEMBLEE PROVINCIALE DE
LULUABOURG

NOMS DES ELUS EN EXERCICE	:	NOMS DES SUPPLEANTS	:	CIRCONSCRIPTION: ELECTORALE	:	SIEGE
1. BADIBAKE Modeste	:		:	Luluabourg	:	
2. TAMBWE Edmond	:		:		:	
3. KALAMA François	:	KAPONGO TSH. S.	:	Demba	:	
4. KAYEMBE Théodore	:		:		:	
5. TSHIMANGA Etienne	:		:		:	
6. KALOMBO Mundabuloba (Luandandanda Muamba)	:		:		:	
7. KAPANGA Jacques-S.	:	ILUNGA Evariste	:	Kazumba	:	
8. MUKA-NZUJI Sylvest.	:		:		:	
9. TSHISHIKU Trudon	:		:		:	
10. KABULA Jean	:	MULUMBA Oscar	:	Dibaya	:	
11. BADIBANGA S.	:	ILUNGA Célestin	:		:	
12. KABUMVU Louis	:	TSHIPADI Jonas	:		:	
13. MUTSHIOKO H.	:	MPANIA Martin	:		:	
14. MWAMBA Talaja	:		:		:	
15. BIPENDU André	:	KATSHIAME Félic.	:	Luebo	:	
16. KAMBA Eugène	:	MUJANGI Albert	:	Tshikapa	:	
17. MUKOLO Ferdinand	:	MUTOMBO Célestin	:		:	
18. BUKASA Bruno	:	MUDIANGOMBE C.	:	Mwene-Ditu	:	
19. KABEYA Gustave	:		:		:	
20. KABAMBA Etienne	:		:		:	

---ooOoo---

OPERATION DES NATIONS UNIES
AU CONGO



UNITED NATIONS OPERATION
IN THE CONGO

BOITE POSTALE 7248
LEOPOLDVILLE
REPUBLIQUE DU CONGO
CABLE: ONUC. LEOPOLDVILLE

Luluabourg 20 August, 1963.

To : H.E. Mr. M. DORSINVILLE, Officer-in-Charge, Leopoldville.
From : Jaime Valdès, Acting Chief Civilian Affairs Officer, Luluabourg.

I enclose herewith the following :

- 1) Copy of lettre addressed by President Ngalula to the President of Luluabourg Provincial government, dated 13 August, 1963.
- 2) Copy of lettre addressed to Mr. Nestor Kabolembi by Mr. Wafwana Minister of Interior of Luluabourg Provincial Government, dated 14 August, 1963.

REPUBLIQUE DU CONGO
PROVINCE DU SUD-KASAI



CABINET DU PRESIDENT

Réf. n° :

Annexe :

Objet : Relations Sud-Kasai
Lulubourg

Bakwanga, le

13 AOUT 1963

(1) CAB/PRES/N° 01/01708

Transmis copie pour information à :

- Son Excellence Monsieur le Président de la République du Congo à LEO
- Monsieur le Président du Sénat à LEO
- Monsieur le Président de la Chambre des Représentants à LEO
- Monsieur le Premier Ministre à LEO
- Monsieur le Ministre de l'Intérieur à LEO
- Monsieur le Président de l'Assemblée Provinciale à LULUABOURG
- Monsieur le Président de l'Assemblée Provinciale à BAKWANGA
- ✓ - ONUC LEO
- ✓ - ONUC LULUABOURG

A Monsieur le Président du Gouvernement
Provincial

à
LULUABOURG

Monsieur le Président,

Plusieurs de nos chefs coutumiers et populations frontalières de Lulubourg nous ont, à différentes reprises, exprimé leur inquiétude devant le mouvement d'incursion d'éléments partant de Lulubourg, et surtout de la subversion à laquelle ces éléments se livrent dans nos régions précitées.

Sans doute dans le but d'arracher l'adhésion des masses ou de se rendre intéressants, ces éléments subversifs déclarent à qui veut l'entendre qu'ils ont l'appui du Gouvernement Provincial de Lulubourg.

Dans le but aussi de noyer le poisson, ces mêmes éléments se livrent, à Lulubourg et dans d'autres centres de votre préfecture, à la propagation des bruits les plus alarmistes, tendant à discréditer les institutions légalement établies, et ayant pour but d'exposer nos deux gouvernements l'un contre l'autre.

Ainsi par exemple, plusieurs échos nous parviennent que certains de nos compatriotes, honteux des actes barbares perpétrés par eux lors du régime sécessionniste rebelle de naguère, ont trouvé à Lulubourg un asile qu'ils ont transformé en foyer de subversion et de destruction des institutions légalement établies.

Pour des raisons tactiques et sans doute en vue de s'assurer davantage la sympathie et l'hospitalité des autorités de Lulubourg, ces éléments subversifs s'acharnent à faire croire que le Sud-Kasai serait hostile aux ressortissants de la Province de Lulubourg, et spécialement à nos frères Lulua. Ces bobards semblent prendre corps, au point de priver certains membres de votre Gouvernement, en l'occurrence ceux chargés de la Justice et de l'Intérieur, pour ne pas citer d'autres.

.../

REPUBLIQUE DU CONGO
PROVINCE DU SUD-KASAI



Bakwanga, le

(1) CAB/PRES/N°

CABINET DU PRESIDENT

Réf. n° :

Annexe :

Objet :

Malgré nos avertissements réitérés aussi bien auprès de vous-même, des Autorités Centrales que de l'ONU, nous sommes déçus de constater que jusqu'ores, ces échos, ces procès d'intention, et cette campagne de destruction continuent.

Nous attirons votre très sérieuse attention sur le fait qu'en démocratie, l'opposition, d'ailleurs tolérée par notre Gouvernement, doit se faire autrement loyalement que par des moyens susmentionnés.

Vous n'êtes pas sans ignorer qu'entre nos deux peuples se dresse la Convention de Réconciliation Lulua Baluba, document qui a établi les conditions de paix d'entente et de tranquillité entre ces peuples.

Vous vous imaginerez difficilement qu'à l'heure où la République est réunifiée et la paix restaurée, nous puissions nous permettre le luxe d'héberger quiconque veut semer la subversion dans une de nos provinces congolaises et encore moins dans celle de Lulubourg.

Pour le bonheur de nos deux peuples et de la République toute entière, nous comptons sur votre sens de compréhension et de collaboration, pour mettre fin à cette situation qui risque d'engendrer des conséquences fâcheuses.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma considération distinguée.

LE PRESIDENT DU SUD-KASAI,



REPUBLIQUE DU CONGO

Province de Luluabourg

Ministère de l'Intérieur

Cabinet du Ministre

Luluabourg, le 14 août 1963.-

No 2072/Cab./Int./Lulua/ 827 196 3

TRANSMIS COPIE POUR INFORMATION A MM. :

Référence : V/lettre U.D.A. n° 2
du 8/8/1963
Objet : Congrès des partis
Annexe : Politiques à Luluabourg

- le Président Provincial du Gouvernement de Luluabourg à LULUABOURG
- Major MENA, Commandant de la Place Ier Groupement Chef d'Etat-Major à LULUABOURG
- le Représentant Civil de l'O.N.U.G. à LULUABOURG
- le Procureur d'Etat à LULUABOURG
- l'Administrateur de la Sûreté Nationale à LULUABOURG

A Monsieur Nestor KABULAMBI
Vice-Président Général de l'Union Démocratique
Africaine
à LULUABOURG

Monsieur le Vice-Président Général,

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que j'ai pris connaissance de votre lettre du 8 août 1963 adressée à Monsieur Alphonse ILUNGA, Ministre des Transports et Communications du Gouvernement Central et dont copies ont été transmises pour information à plusieurs autorités du Gouvernement de Luluabourg. J'ai également pris connaissance de la déclaration de votre Parti U.D.A. remise au journal "Le Courrier d'Afrique" du 10 août 1963 page 3, déclaration selon laquelle votre "Bureau politique de l'U.D.A. invite les organisateurs du Congrès à choisir une autre localité au lieu de Luluabourg, ceci pour épargner à la population de Luluabourg une nouvelle misère. Le Comité Central de votre Parti U.D.A. décline, selon lui, toute responsabilité quant aux conséquences malheureuses qui pourraient découler de la tenue dudit Congrès à Luluabourg dans les circonstances actuelles".

En tant que responsable du maintien de l'ordre, je me permets de vous faire remarquer qu'après plusieurs efforts déployés par les autorités civiles du Gouvernement de Luluabourg avec le concours efficace des Responsables militaires de l'Armée Nationale Congolaise, le Territoire de la Province de Luluabourg a connu le calme, la paix et la tranquillité tant souhaités par tout le monde sur son étendue, et cela depuis plus de cinq mois.

Votre lettre et la déclaration de votre comité nous ont prouvé en suffisance que vous êtes l'ennemi du bien public puisque vous recherchez toutes les occasions de perturber la paix et la tranquillité que le Gouvernement Central et l'A.N.C. s'efforcent sans cesse de faire régner sur toute l'étendue de la République du Congo.

./..

Fatigués par des divisions stériles et des oppositions aussi platoniques que négatives, les Congolais réclament d'eux-mêmes aujourd'hui que leurs Elus et tous les leaders de différentes factions politiques, recherchent les bases d'entente afin de réduire de façon rationnelle le nombre des chapelles politiques qui gênent le redressement de l'économie de notre Patrie.

La hauteur d'un idéal aussi patriotique ne semble même pas avoir effleuré votre conscience nationale. Tout ce qui vous préoccupe c'est de toujours neutraliser les Bena Lulua, de les isoler du mouvement de l'ensemble du grand Ensemble Congolais.


De tout temps et à tous moments vous avez toujours fait et vous continuez à faire tout pour que la Province de Luluabourg connaisse de nouveau les troubles sanglants pour que toute la République en souffre. Vous ne voyez même pas que ce faisant, vous vous placez, de votre propre gré, au banc de la société et que vous vous classez au rang des êtres malfaisants. La singularité de votre mentalité politique ne plaide pas en faveur de la moralité et de la conscience nationales dont tout honnête citoyen doit être animé.

Dans ces conditions, j'attire votre sérieuse attention sur la circonstance qu'au cas où vous essayeriez de poser un acte, quel qu'il soit, tendant à créer des troubles, le Gouvernement prendra à votre encontre des mesures administratives d'éloignement et à l'égard de ceux qui vous excitent à troubler l'ordre et la tranquillité.

Veillez agréer, Monsieur le Vice-Président Général, l'assurance de ma considération distinguée.

LE MINISTRE PROVINCIAL DE L'INTERIEUR,

E. WAFWANA



.....Direction Générale — Algemene Directie.

.....Direction — Directie.

Ref. n° :

Annexe :

Bijlage :

Objet :

Voorwerp :

C/POL 113 (9)

OPERATION DES NATIONS UNIES
AU CONGO



UNITED NATIONS OPERATION
IN THE CONGO

BOITE POSTALE 7248
LEOPOLDVILLE
REPUBLIQUE DU CONGO
CABLE: ONUC. LEOPOLDVILLE

Reçu le:

AUG 19 1963

Luluabourg 17th August, 1963.

To : H.E. Mr. M. DORSINVILLE, Officer-in-Charge, Leopoldville.
From : Jaime Valdès, Acting Chief Civilian Affairs Officer, Luluabourg.

With reference to ZUPOL 99, I enclose herewith copy of the threatening letter addressed to Mr. Ilunga, by Mr. Nestor Kabolambi.

UNION DEMOCRATIQUE AFRICAINE

COPIE

Luluabourg, le 8 août 1963.-

N° 2/ UDA/63

OBJET : Congrès des Partis
Politiques à Luluabourg

A Monsieur Alphonse ILUNGA
Ministre des Transports et Communications
du Gouvernement Central
à LULUABOURG

Transmis copie à Messieurs :

les Ministres tous
les Conseillers tous

Monsieur le Ministre,

Nous avons l'honneur d'accuser réception de votre lettre n° C.T./00513/CAB/63 datée du 27 juillet 1963 et de vous faire savoir:

1) Nous partageons vos vues mais avec les réserves suivantes :

- a) Vous ne vous êtes pas adressé aux partis politiques mais aux Conseillers et membres du Gouvernement.
- b) Rapporter le Congrès au 15 octobre prochain afin de permettre de sérieux préparatif, notamment le colloque qui se tient actuellement à Luluabourg n'est pas encore parvenu à des résultats concrets.

Notre collaboration sera totale du moment que vous ferez un "MEA CULPA" public pour la division du peuple LULUA par votre politique et la mort que vous avez causé à LOBO Romain, sans quoi, nous nous verrons dans la triste obligation de contrecarrer toute initiative qui vient de vous.

Les promesses que vous avez faites à la population n'ont connu aucun début de réalisation. Il n'y a que vous, KASHALE, TSHISHIKU MUKIENGELA, etc... seuls Lulua capables de devenir ministres, députés etc... et vous comptez rester députés, sénateurs et ministres jusqu'à la fin de notre vie et après vous, vos femmes et vos enfants. Si vous voulez bien marcher, suivez l'exemple de l'ABAKO.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de notre haute considération.

POUR L'UNION DEMOCRATIQUE AFRICAINE,
LE VICE-PRESIDENT GENERAL,

Sé/ NESTOR ISIDORE KABOLAMBY

C / POL 113(9)

CIV.OPS./1049/63

4
14 August, 1963

To: Mr. J. Valdes, Acting Civilian Affairs Officer, Luluabourg
From: A. C. Gilpin, Acting Chief, Civilian Operations
Subject: Coopérative pour les Sinistrés de l'Indépendance
à Luluabourg

Please refer to my memorandum of 5 June regarding a letter dated 28 January addressed to Mr. Packham by the President and Secretary of the above organisation, which was brought to our attention by the Minister of the Interior in a letter dated 25 May.

We have now received a reminder from the Minister of the Interior, and I would appreciate your advice on how we should reply to him.

...

In case any of the earlier papers have gone astray, I enclose photocopies herewith.

cc: Mr. Gorgé (with att.) ✓

KAREVA/TaNor.-

REPUBLIQUE DU CONGO
GOUVERNEMENT CENTRAL
MINISTRE DE L'INTERIEUR

Léopoldville,

-8 VII 1963

Première Direction
Affaires Générales

N° 251/ 3398

REC 1963

ACTION

Gilès 1210

Objet :

Rappel de correspondance.

A Monsieur le Représentant
Civil de l'O.N.U.C.

A

LEOPOLDVILLE.-

Monsieur le Représentant,

J'ai l'honneur d'attirer votre attention
sur ma lettre n° 251/1812 du 25.5.63 ayant pour objet "Demande assistance
commerciale".-

Je vous saurais gré de vouloir bien lui
donner d'urgence la suite qu'elle comporte.-

LE MINISTRE DE L'INTERIEUR,

J. MABOTT.-

OJ/TaNor.-

CONGO BELGE X BELGISCH CONGO X

REPUBLIQUE DU CONGO

Province Gouvernement Central

Ministère DE L'INTERIEUR

Première Direction
Affaires Générales

Léopoldville le 25 mai 1963.

N° 251/1812 Soc S10

Ref. n° :

Annexe
Bijlage

Objet
Voorwerp

Demande Assistance
commerciale

M. 523

JUN 04 1963

ACTION

TO	Mr. J. M. Maboti
1	
2	
3	
4	
5	
6	
7	
8	
9	
10	

A Monsieur le Représentant
Civil de l'O.N.U.C.
à LEOPOLDVILLE.

Monsieur le Représentant,

J'ai l'honneur de vous transmettre
en annexe copie de la lettre n° ADPC/0005/63 du 28 janvier 1963
vous adressée par l'Association des détenus politiques au Congo
en vous demandant de bien vouloir me tenir au courant de la suite
que vous y avez réservée.

La chose me semble délicate et demande
une prompt intervention.

Veuillez agréer, Monsieur le Représentant,
l'assurance de ma considération très distinguée.

LE MINISTRE DE L'INTERIEUR.

J. MABOTI.

Luluabourg, le 28 janvier 1963.-

N° ADPC/0005/63.-

TRANSMIS copie pour information à MM. :

- le Représentant Général de l'O.N.U.C.,
LEOPOLDVILLE.
- le Ministre des Affaires Sociales du
Gouvernement Central à LEOPOLDVILLE.
- le Ministre des Affaires Intérieures du
Gouvernement Central LEOPOLDVILLE.
- le Ministre de la Fonction Publique du
Gouvernement Central LEOPOLDVILLE.
- le Ministre des Affaires Economiques du
Gouvernement Central LEOPOLDVILLE.
- le Président du Gouvernement Provincial
à LULUABOURG.
- le Ministre Provincial des Affaires Sociales
à LULUABOURG.

Objet :

Ouverture Coopérative pour
les Sinistrés Nationaux de
l'Indépendance à Luluabourg.-

Demande Assistance Commerciale.

Monsieur le Représentant Civil de
l'Organisation des Nations Unies "O. N. U. C."
à LULUABOURG.-

En tant que Sinistrés Nationaux de l'Indépendance, nous avons l'honneur de solliciter votre généreuse intervention dans l'affaires citée en objet pour les raisons dont détail ci-dessous :

- a)- Vous n'êtes sans savoir, combien la vie est si chère dans le Pays, particulièrement à Luluabourg;
- b)- Les ex-Détenus Politiques d'une part, et les Réfugiés en général d'autre-part, depuis notre expulsion du Katanga à Luluabourg, nous y vivons avec trop de peines, sans soutien moral ni matériel;
- c)- Avons-nous des enfants et des femmes, les ex-détenus politique et les réfugiés ? - Avons-nous droit à la liberté d'existence ?
- d)- De qui recevons-nous une assistance morale ou matérielle pour subvenir à nos besoins impérieux de la vie ?
- e)- Est-ce de l'O.N.U.C. ou du Gouvernement Congolais ? Pourquoi ?

Pournotre cause, nous demandons à nos Autorités tant Congolaises qu'Onusiennes : "Pourquoi, la Déclaration Universelle de l'Assemblée Générale des Nations Unies, sur les Droits de l'homme et du citoyen adoptée par les mêmes Nations Unies à Rome, le 4 novembre 1950, n'est pas d'application au Congo ? - Nous n'en réjouissons aucun.- Beaucoup de nos enfants et femmes sont devenus chétifs, parce qu'ils ne mangent presque pas; ils ne sont pas représentables, parce qu'ils sont mal vêtus, et ils sont sujet à la mort, parce qu'il nous est difficile de leur prodiguer les soins médicaux, faute d'argent.-

L'approvisionnement de notre coopérative en vivres, pourrait être garanti si vous seriez aimable de nous assister en commandant, pour nous, des marchandises dont nous aurons besoins, prouvé par notre état de besoin que nous aurons à vous présenter à chaque occasion.-

De telle manière, l'ONU peut nous redresser, car la vie pèse lourdement sur nos épaules, et nous espérons que notre demande rencontrera votre bonne agrégation.-

Nous vous prions de croire, Monsieur le Représentant, à nos sentiments très empressés et éprouvés,

POUR LES EX-DETENUS POLITIQUES,

O. KASWAKAKA
Le Secrétaire
sé/

E. KAYEMBE
Le Président
sé/